

CAHIER N° 3 = LE RWANDA

PRESENTATION DU NUMERO

REDACTION

Voici le troisième numéro de cette revue. Il contient quatre contributions qui portent sur le même sujet : **LE RWANDA**. Cet objet matériel est étudié à partir de trois points de vue auxquels sera ajouté un élément complémentaire. Ces trois points de vue **sont les trois moments critiques de l'histoire de notre pays**.

Les fouilles récentes nous font croire que le Rwanda est habité bien avant la naissance du Christ. En temps qu'entité politique souveraine, le Rwanda fut créé par Gihanga Ngomijana (1091-1124). Sous le règne de Ndahiro Cyamatare (1477-1510), l'Etat rwandais failli disparaître complètement sous l'occupation de ses ennemis. Son messie de l'époque fut **RUGANZU NDOLI**, fils du précédent. La première réflexion va nous parler de ce Ruganzu qui a recréé l'Etat rwandais. Quelques siècles plus tard (1959-1994), **l'idéologie éthniste de certains PARTIS POLITIQUES, manipulés par la colonisation**, ont désintégré la nation en lui faisant perdre sa conscience de l'unité nationale. Le second article nous exposera cette deuxième période tragique de notre pays.

Comme on le sait, l'idéologie divisionniste a poussé sa logique jusqu'au génocide des Tutsi et aux massacres des Hutu de l'opposition à cette politique suicidaire. Le troisième article nous parlera de celui qui a mis fin au Génocide et aux massacres et permis la mise en place d'un Gouvernement d'union nationale : le **F.P.R. -INKOTANYI**. La dernière réflexion portera sur notre langue, le **KINYARWANDA**. Nul n'ignore que la langue est l'instrument. Le trilinguisme qui vient d'être instauré constitue un raison supplémentaire pour attirer l'attention sur le rôle de la langue maternelle comme trait d'union entre les rwandais et comme véhicule de notre culture. On conviendra que ces quatre contributions visent les problèmes essentiels du pays. Aussi, un traitement scientifiquement rigoureux s'impose. Il s'agit évidemment de la science de l'histoire. Des faits scientifiquement attestés seront la base de toute cette réflexion. Bien sûr, chacun les lit selon sa grille ou ses lunettes. Mais l'idéal en ce domaine sera de limiter autant que faire se peut, les préjugés dont chacun est inévitablement victime, conscient ou non.

Avant de passer à la lecture des différentes contributions qu'on vient d'annoncer, il n'est pas inutile d'indiquer explicitement la pertinence de ce numéro dans l'ensemble de la visée globale de cette revue qui est « Evangile et Société ». Et bien, tous les articles visent la base sociale de notre société : reconstruire l'unité et la concorde entre rwandais. L'Écriture sainte nous rappelle « : Si Yahvé ne bâtit la maison, en vain les maçons peinent » (Ps 127). Autrement dit, la dimension éthique et religieuse est nécessaire dans la construction d'un Rwanda plus juste et plus viable. C'est cette idée à ses

racines dans l'Évangile, même si certains ne le savent pas. La dignité et la vocation finale de l'être humain fondent ce que l'on nomme les « droits de l'homme ». Or ceux-ci sont révélés et justifiés par la « Bonne Nouvelle » de Jésus Christ. Celle-ci est, du reste sur ce point, en accord avec notre croyance traditionnelle en Imana Rurema.

RUGANZU NDOLI : UNE MAIN DE FER QUI A REMIS DANS LE PAYS EN SELLE

Bernardin MUZUNGU, o.p.

O. INTRODUCTION

Dans le cadre général de la culture de la paix, après une période tragique d'une culture de la haine, le peuple rwandais a un urgent besoin de **modèles pour le redressement national**. Le roi Ruganzu Ndoli mérite une place spéciale parmi ces modèles.

Ruganzu Ndoli est le 14^{ème} roi de la dynastie des Banyiginya. Alexis Kagame le situe au début du 16^{ème} siècle. Son avènement a trouvé le Rwanda dans un état le plus bas de son histoire. Dans un certain sens, il était même plus bas qu'en 1994.

Car le génocide n'a pas mis en danger l'existence de l'Etat mais son unité. Aujourd'hui, le Gouvernement cherche des modèles, en désignant des « Héros de la nation ». Le premier est déjà sur « les autels » (1). Si d'autres suivent, seule l'ignorance de notre histoire pourrait priver de cet honneur celui que Kagame décrit de la manière suivante : « *Ruganzu Ndoli est sans contexte le plus fameux monarque de la lignée des Banyiginya. Il a trouvé le Rwanda dans l'anarchie la plus complète et l'a remis en selle, pour lui ajouter ensuite des conquêtes d'une superficie supérieure à celle du domaine de ces prédécesseurs. Dans une situation exceptionnellement défavorable, il fut l'homme qu'il fallait, comme il s'en est sporadiquement rencontré en différentes époques de l'histoire* » (Ethno-histoire, p.93).

Parlant de sa milice, **Ibisumizi**, le même Kagame écrit : « C'est la milice la plus fameuse dans nos traditions, celle à la tête de laquelle de grand Ruganzu II commença à zéro, puis en lui ajoutant un territoire nouveau, double de celui sur lequel son père avait régné » (2). Ces louanges au superlatif, de la part de celui qui connaît le mieux notre histoire, ne peuvent que nous aider à trouver des modèles pour redresser notre nation et la reconstruire. Bien sûr, la paix n'est pas seulement l'absence de guerre ou de désordres sociaux. Mis c'est avant tout cela. Celle des cœurs, de la santé physique et de l'équité dans le partage des biens viennent après. Voilà pourquoi, le plus grand guerrier, de

notre histoire est aussi, de ce fait, le plus grand « artisan de la paix » : celui qui a donné au pays une base sociale solide, c'est-à-dire l'indépendance nationale. Après Ruganzu Ndoli, seules les puissances coloniales not pu soumettre « à genoux ». En 1961 ; nous avons pu « recouvrer » notre liberté juridique. L'indépendance réelle et totale est encore à trouver car le colonialisme est encore aux postes de commande notre destin national. L'idéologie divisionniste est l'une des formes coloniales qui perdurent. C'est à ce titre que l'exemple de Ruganzu Ndoli doit animer ses successeurs d'aujourd'hui. Une volonté incoercible et indomptable pour l'indépendance nationale doit les animer. Autrement, la paix est impossible. Le « mutekano » (absence des désordres sociaux), « amahoro » (la paix des esprits) reposent sur le pilier. La suite permet de survoler cette belle page de notre histoire.

I. LA PRESENTATION DU PERSONNAGE

Nous avons un proverbe qui dit : « izina niryo muntu » (le nom, c'est l'homme). Le nom de Ruganzu Ndoli est une illustration brillante de ce proverbe. **Ruganzu** est le nom de règne. Formé à partir du verbe « *kuganza* » (trionpher), il signifie : le **Victorieux**. Tandis que le nom individuel Ndoli vient du verbe *kurora* (regarder) et signifie **L'Admirable** *in-rori* devenant *ndoli* = qui attire le regards). D'après les témoignages d'A.Kagame (3), il est le 14^{ème} roi de la dynastie des Banyiginya et aurait régné de 1510 à 1543 à peu près. Son père est Ndahiro Cyamatatare et sa mère Nyabacuzi, du clan des Abakono.

Ndoli passa sa jeunesse en **exil**. En effet, lorsque son père apprit la menace de l'invasion de Ntsibura Nyebunga roi du Bunyabungo, il mit en sécurité le jeune Ndoli, chez sa sœur, la princesse Nyabunyana, épouse de Karemera Ndagara, roi du Karagwe dans l'actuelle Tanzanie. Cette précaution fut des plus salutaires, car Ntsibura finit par envahir le Rwanda, tuer le roi, capturer le tambour-emblème de la royauté Rwoga, tuer la mère de Ndoli et occuper le pays 11 ans durant.

A la mort de Ntsibura, Ndoli, pour reprendre en mains les affaires de son pays, dut combattre des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur. Il eut, heureusement, des légitimistes nombreux et décidés. Il fut intronisé à Gasabo, alors dans un pays étranger, le Ndorwa. Une femme du clan des Abasinga, Nyirarumaga, était amenée à cet endroit par les Gardiens de la légitimité sans comprendre ce qui l'attendait. Elle et Ndoli, dans un acte unique, furent intronisés roi et reine adoptive. Ils eurent comme tambour-emblème le Nangamadumbu (Je hais-les-subversions) pour remplacer Rwoga capturé par Ntsibura. La légalité juridique fut ainsi rétablie, restait sa réaction sur le terrain.

II. LE TRIOMPHE DE LA LEGALITE

Aussi bas que peut tomber un pays, il faut revenir toujours au droit comme solution définitive. Au nom de cette thèse, il faut citer pour le cas ceux qu'on a nommés les (Abarya-inkuna = ceux-qui-se-nourissent-des-écailles-des-lèbres), c'est-à-dire les Féaux ou légitimistes. Les principaux sont les suivants :

1. Nyabunyana

En envoyant son fils Ndoli chez sa sœur Nyabunyana, Ndahiro Cyamatatare avait confié à celle-ci un mot de passe que les émissaires authentiques devaient connaître. Tout autre visiteur, ignorant la formule et cherchant à rencontrer l'héritier, devait être mis à mort. Ce mot de passe était le suivant :

-Nyabunyana : « Mais dites, où nous sommes-nous vus la dernière fois ?

-Le visiteur : »Nous nous sommes vus la dernière fois, assis sur une natte étendue sur un rocher lisse ».

Cette précaution ne fut pas inutile. De fait, Bamara, oncle paternel de Ndoli essaya de le faire assassiner pour garder la succession. Il envoya un visiteur très crédible, le prince Bwimba, fils de Yuhi Gahima et oncle paternel de Ndoli. Ignorant la formule de passe, sasœur Nyabunyana lui déclara que le jeune prince était absent. A son tour, des tueurs de sa soeur l'attendaient sur la route et l'envoyèrent s'expliquer avec son frère Ndahiro Cyamatatare dans le royaume des défunts.

Nyabunyana eut aussi un autre mérite insigne. Elle obtint de son mari Karemera Ndagara une forte escorte d'hommes de confiance pour accompagner Ndoli à son retour et couvrir les premiers événements de sa prise du pouvoir au Rwanda. Pour récompenser ces bienfaits, le Karagwe fut déclaré protégé du « pacte perpétuel de non-agression » (imimaro). Elle reçut aussi que le nom de Karemera serait inséré dans la liste des noms dynastiques du Rwanda « Abakobwa ni Nyampinga » (on n'est jamais étranger où il y a une parente), commettre un dicton traditionnel.

2. Kavuna

Dans la tradition rwandaise, Kavuna est le symbole du « dévouement héroïque et fatal » pour son auteur (*kuruha uwa Kavuna*). Kavuna fut le messenger, placé entre les légitimistes et Nyabunyana pour assurer la protection et le retour de Ndoli. Malheureusement, il était sous le coup d'un interdit qui l'empêchait de revenir au Rwanda avec son jeune maître. Il devait remplir sa mission et rester à l'étranger.

De fait, lors du retour de Ndoli, il conduisit celui-ci jusqu'à l'Akagera, rivière qui sépare le Rwanda de la Tanzanie. Féal devenu inutile, il préféra se noyer dans ces eaux. Kavuna rejoignit ainsi la lignée des « libérateurs offensifs » (abacengeli) patriotes jusqu'au sacrifice de leur vie que le Rwanda a connus. On sait que les premiers et des plus célèbres furent Ruganzu Bwimba et sa sœur Robwa (4).

3. Nyirarumaga

Cette femme du clan des Abasinga a joué deux rôles qui en ont fait l'un des illustres collaborateurs de Ndoli. Elle fut choisie par les Gardiens du testament de Cyamatatare pour devenir la reine adoptive de Ndoli. Elle fut dans la suite, initiatrice du genre littéraire actuel de la poésie dynastique : *Ibisigo*. Avant elle, il y avait le genre « *ibinyeto* » (du verbe archaïque kunyeta = grandir), comprenant quelques vers. Le « *gisigo* » (tradition), récapitulait en un seul poème toute l'histoire du pays sous chaque règne, terminant par le contemporain. De plus, elle donna la forme officielle d'institution à profession

d'Aèdes dynastiques (*Abasizi*), sous la haute direction d'un Préfet (*Intebe y'abasizi d'i Bwami*). La poésie et l'histoire ont beaucoup gagné dans cette double initiative.

4. Ibisumizi

Dans la reprise en main et l'élargissement du Rwanda, Ndoli n'aurait pu rien faire si sa Milice (Ibisumizi= Luteurs-en-corps-à-corps)-n'avait été son bouclier. Son commandant Muvunyi, fils de Karema, de la famille des Abaturagara, descendant du roi Ndoaba fut le personnage-clé de cette Milice et des nombreuses conquêtes de ce monarque.

5. Abaryankuna

Bien sûr ces Gardiens du testament de Ndahiro Cyamatara furent les principaux agents de la sécurité de Ndoli en exil, de son retour et de ses succès militaires. Tous les légitimistes, à quelque titre que ce soit, sont dans ce groupe. Un pays ne repose jamais sur un seul homme, fut-ce le chef de l'Eta. Ces testamentaires furent principalement les **Abiru**.

III. UN ETAT EN DANGER DE DIPARITION

Dans son livre d'histoire ci-dessus mentionné, A.Kagame indique la carte du Rwanda après la mort de Ndahiro Cyamatara. Il observe avec justesse la valeur pour le pays de l'avènement de Ndoli. Celui-ci »est sans conteste le plus fameux monarque de la lignée des Banyiginya... Il a trouvé le Rwanda dans l'anarchie la plus complète et l'a remis en selle, pour lui ajouter ensuite des conquêtes d'une superficie deux fois supérieure à celle du domaine de ses prédécesseurs. Dans une situation exceptionnellement défavorable, il fut l'homme qu'il fallait, comme il s'en est sporadiquement rencontré en différentes époques de l'histoire (p.93-94).

III.1 LA SITUATION JURIDIQUE

A L'avènement de Ndoli, pratiquement le Rwanda n'existait plus juridiquement. Ces trois fondements étaient absents : le roi tué, le tambour emblème capturé et le territoire occupé par le monarque du Bunyabungo. Dans la partie non occupée, les chefs locaux se le partagèrent en principautés indépendantes. Tout pouvait en rester là si un garçon n'avait pas été mis en sûreté et que les veilleurs n'avaient gardé la lampe allumée dans leur cœur.

III.2 LA SITUATION GEOGRAPHIQUE

Ntsibura I Nyebunga régnait au Bunyabungo. Il était né au Bugesera où sa mère avait été emmenée en captivité après la mort de son royal époux Murira-Muhoyo. Nyebunga avait été rapatrié secrètement du Bugezera et mis sur le trône de son père. Il n'avait jamais abandonné l'idée de venger son père dont le monarque rwandais avait occasionné la mort. Voilà le mobile principal de l'invasion du Rwanda par Nyebunga devenu roi sur un pays puissant. Il s'y prit habilement.

Il commença par faire alliance avec Bamara qu'il occupait la zone orientale de la Nyabarongo. Il fit probablement de même avec Nziran, fils de Muramba, monarque du Bugara (= Bufumbira, Bwishya-Jomba). Lors donc que Ndahiro fut attaqué, il se trouvait dans sa résidence de Nduga à Gitarama.

A l'Ouest, Ntsibura l'attaqua avec son armée Abakongoro (les Aigles). Au Nord Nzira lui occupait le refuge vers le Ndorwa. Dans sa fuite, Ndahiro fut blessé au pied et fut achevé par les guerriers de Nzira au massif Rugarama dans la commune actuelle de Kibirira en Préfecture de Gisenyi. C'est ce Rugarama qui est nommé dans la tradition « Rubi rw'i Nyundo » (Le lugubre mont de Nyundo. La reine-mère Nyirangabo et toutes les femmes du roi y compris la mère de Ndoli, Nyabacuzi, furent faites prisonnières et massacrées dans la localité surnommée « *mu miko y'abakobwa* » (les Erythrina-des-nobles-Dames). Rwoga fut capturé. Cyimumugizi, symbolisant l'élément féminin après de Rwoga, fut sauvé et caché par son gardien Gitandura le jeune dans une grotte à Muhanga dans la Préfecture de Gitarama. Ce Gitandura mourut avant le retour de Ndoli et sans avoir indiqué la cachette. C'est par hasard qu'il sera découvert.

Ces lugubres événements arrivèrent au mois lunaire de **Gicurasi** (mai). En mémoire de ces événements, Gicurasi devint la célébration des Prémices (*umuganura*), tombant à la nouvelle lune de Kamena (juin).

IV. LE RETOUR DE NDOLI

Dès la mort de Ntsibura, les Baryankuna mirent au point secrètement le retour de l'héritier légitime du royaume. Kavuna fut dépêché au Karagwe. Avec une forte escorte, Ndoli revint au Rwanda. Traversant incognito le Ndorwa, domaine de la dynastie des Abashambo, il arriva à **Gatsibo**, dans l'actuelle Préfecture de Byumba. Là l'attendaient les Grands Féaux, la femme désignée pour être reine, Nyirarumaga, avec un tambour nouvellement taillé, appelé Nangamadumbu. La localité de Gatsibo est symbolique. Gihanga Ngomijana, fondateur de la dynastie des Banyiginya, l'avait habité. Ndoli récut le nom dynastique de Ruganzu. Les cérémonies terminées, le nouveau roi entre, toujours incognito, dans la partie orientale du Rwanda où régnait son cousin Byinshi, fils de Bamara.

Aidé par les légitimistes, Ruganzu profita de la surprise pour mettre hors jeu ce Byinshi qui habité à Bweramvura près de Kabuye. Une fois installé sur le sol rwandais et avant de poursuivre les conquêtes, il fallait résoudre un problème juridique. Pour éviter le danger que présentait un seul tambour-emblème, un autre fut taillé et intronisé. Ce fut le célèbre **Karinga**. Cette intronisation eut lieu à Ruganda, dans la Commune de Tare, en Préfecture de Kigali. Il fut taillé par le grand pluviateur Minyaruko, fils de Nyamikenke, roitelet du Busigi (Bumbogo). Ainsi les deux tambours pouvaient être l'un suppléant de l'autre en cas d'accident de disparition. **Karinga** signifie : **Gage d'espérance** (du verbe archaïque *kuringa* devenu *kwiringira*). La découverte de Kimumugizi, par des pâtres qui poursuivaient une chèvre dans la vallée de Rutaka, remit les choses en ordre. Il prit la place à côté de Karinga et le Nangamadumbu fut confié aux descendants de Gitandura. Ruganzu habitait à ce moment-là à Mata, dans le Marangara, Préfecture de Gitarama.

V. GUERRES DE REVANCHE ET DE CONQUETE

V.1 LES MOYEN DE SON ACTION

Ruganzu Ndoli ; après avoir pacifié et unifié le Rwanda, avait une double tâche urgente : laver la honte et l'humiliation que le pays a subies et lui donner une espace géographique respectable par ses ennemis. Pour ce faire, il lui fallait avant tout instrument adéquat : une force de frappe redoutable. Il leva une Milice au nom bien significati : **Ibisumizi** (Lutteurs-en-corps-corps). Il en fit sa garde personnelle. Celle-ci fut dotée de 7 Compagnies :

-Ingangurarugo	= les assaillants-d'avant-garde
-Imisambi	= les Grues-courronnées
-Udusambi	= les Petites-grues-courronnées
-Insambuzi	= les Destrucuers-d'habitations
-Abadakonja	= les Réfractaires-au-froid
-Abakonjabyuma	= les Tordeurs-d'armes-en-fer
-Abaganda	= les Marteleurs

Son fils Semugeshi faisait partie de cette dernière. Toute la Milice fut placée sous le commandement général de Muvunyi, fils de Karema (karemajwe n'ibyuma= porteur de cicatrices des armes). Le monarque en personne allait au devant ou se mêlait aux lignes de batailles. Il fut, pour cela, pour cela surnommé **Cyambara-ntama** (Porteur-de-peau-de-mouton).

V.2 LA GUERRE PUNITIVE

La première explication fut réglée avec le Bunyabungo. Ruganzu soumit d'abord la côte orientale du lac Kivu ; puis l'île Ijwi. Quant au Bunyabungo proprement dit, il fut attaqué à plusieurs reprises et littéralement ravagé. Il fallait le mettre à genoux.

Le Bugara qui avait aidé Ntasibura ne devait pas attendre longtemps la leçon. Ruganzu tua son monarque Nzira de sa propre main et annexa le pays.

V.3 LES CONQUETES

La soif de vengeance assouvie, Ruganzu balaya les principautés du Sud du pays pour avoir de l'espace vital et contrôler la frontière commune avec le Burundi. Ce fut d'abord le sort du Bunyambiriri. Son roitelet Gisurera fut tué. Il habitait à Suti en Commune actuelle de Musange, en Préfecture de Gikongoro. Bwanamukari suivit. Cette région de la Préfecture de Butare comprenait plusieurs potentats : celui de Zivu dirigé par Karashi, dans la Commune de Shyanda, puis Ruhande dirigé par Mpandahande, enfin Burwi, commandé par Nyaruzi fils de Haramanga qui fut tué dans le Mukindo près de Makwaza, dans la Commune de Kibayi. Celui-ci était le dernier représentant de la dynastie des Abarenge.

La campagne du Sud terminée, Ruganzu tourna ses yeux vers l'Ouest et le Nord. La région entre le Kanage et le Bugoyi, commandée par Kamina, fils de Kamirogosa qui habitait dans la forêt de Ngabo fut conquise et son chef tué.

Subirent le même sort les régions de Bwishaza, du Bugoyi, du Byahi, du Bwishya et du Bufumbira, faisant partie du Bugara. Comme dit antérieurement, ce pays du Bugara payait sa coalition avec le Bunyabungo dans le désastre de Nyundo (*Rubi rw'inyundo*).

VI. LA MORT DE RUGANZU ET SES SUITES

En rentrant du Kinyaga, région sise à la rive orientale de lac Kivu, Ruganzu et son escorte tombèrent dans une embuscade tendue par les montagnards de Rusenyi, en Préfecture de Kibuye.

Le roi fut blessé dans un œil par une flèche barbelée. Pour l'arracher, il fut nécessaire d'enlever tout l'organe. Bientôt après, il expira dans la localité nommée depuis lors « *ku gaciro* » = lieu du dernier soupir. Avant de mourir, Ruganzu interdit le culte de son esprit (*umuzimu*), précisant que celui-ci va résider à l'intérieur du Karinga, afin de partager avec ce tambour-emblème le culte national qui lui est rendu. Cette volonté fut scrupuleusement respectée. Son échanson, un Hutu du nom de Rusengo, se suicida pour ne pas survivre à son maître et pour que son « *umuzimu* » suive celui de son maître dans leur nouveau séjour. Ce que voyant, les Bisumizi qui étaient avec lui firent de même pour ne pas faillir à leur fidélité et montrer moins de courage que ce serviteur de moindre rang. Pour exécuter leur projet, les Bisumizi se livrèrent à un suicide collectif. Ils formèrent deux camps opposés en un duel mortel. Le dernier fixa sa lance dans le sol et se jeta sur elle.

Ruganzu et son épouse Nyirakibogo furent inhumés à Butangampundu, en Commune de Mugambazin cimetière des monarques morts d'accidents.

Notes bibliographiques

1. Le premier héros national

Son nom est le Général-Major Fred Gisa RWIGEMA. C'est lui qui a conduit l'Armée Patriotique Rwandaise au Nord du pays. A peine de ses pieds ont foulé le sol rwandais qu'il est tombé sur le champ d'honneur. Sa consécration comme chef de file des héros nationaux a eu lieu après la victoire de son Armée en 1995.

2. Les conquêtes de Ruganzu Ndoli

Si l'on prend la carte du Rwanda et qu'on la divise en deux par une ligne verticale qui continue au-delà des volcans jusqu'aux régions rwando-phones du Zaïre et de l'Uganda, on a une certaine idée du Rwanda reconstruit par ce monarque. Ces conquêtes couvrent toute la moitié occidentale de cette partition.

3. Le règne de Ruganzu Ndoli

A. Kagame, écho de la tradition, ne tarit pas d'éloges et au superlatif lorsqu'il parle de ce roi. Jamais homme n'a incarné le destin du Rwanda autant que ce

Ruganzu. Il l'a trouvé au degré zéro et l'a remis au Zénith. Il est le 14^{ème} de la lignée de ses ancêtres et son règne commence avec le 16^{ème} siècle. En réalité, le 8^{ème} des rois historiques, les prédécesseurs étant des monarques dits « de la ceinture », c'est-à-dire des fondateurs et non de régnants à proprement parler. En termes modernes, nous dirions qu'après lui restait à conquérir la préfecture de Kibungo et des parties de Byumba et de Kigali (Ndorwa, Gisaka et Bugesera). Il a grandi en terre d'exil, trouvé un pays occupé : sans roi, sans tambour de règne, sans territoire disponible, sans armée, totalement humilié. Il est mort sur le champ de bataille. Ceux qui cherchent un modèle idéal, lisez l'histoire de Ruganzu Ndoli, Cyambarantama.

4. Le patriotisme jusqu'au sang

La plus belle page de notre histoire concerne les « Batabazi » (les Défenseurs). Il y en avait de deux sortes : offensifs et défensifs. Le terme « *umutabazi* » vient du verbe « *gutabara* » (venir au secours). Dans le contexte traditionnel de guerres entre pays voisins à la recherche d'espace vital et de stabilité politique, le « *butabazi* » était une institution clé dans la philosophie politique du Rwanda. Elle mérité une petite explication. La base de cette institution est la conception « magique » sur laquelle reposait la victoire de la guerre. Le sang versé sur le sol du pays ennemi était censé être plus efficace que les armes matérielles. Alors que le terme « *umutabazi* » était générique, le « *mutabazi* » offensif était nommé spécialement « *umucengeli* » (du verbe « *gucengera* » = pénétrer incognito). Il devait pénétrer dans le pays se faire tuer pour que son sang répandu provoque « magiquement » l'annexion du Rwanda de ce pays.

Lors que celui-ci découvrait l'identité de ce personnage on le fuyait comme de la peste. Dans l'impossibilité de le fuir efficacement on lui opposait un autre de même qualité. Alors les deux se livraient en un duel mortel. Ce fut le cas entre les célèbres Gihana du Rwanda et Rurinda du Burundi que A.Kagame nous raconte dans son « Ethno-historique ». p. (239-243) sous le règne de Cyilima Rujugira (1675-1708). La liste de ces Abatabazi est impressionnante. Il en fallait au moins un presque à chaque guerre. Voici les plus connus que mentionne dans son livre cité A.Kagame.

Le prince BINAMA contre le Bungwe, sous Yuhi Gahima (1444-1477) ; le prince FORONGO contre les Banyoro qui avaient envahi le Rwanda sous Mibambwe Mutabazi (1411-1444) ; Le prince GATAMABA contre le Nduga sous le même règne de Mibambwe Mutabazi ; Le prince GIHANA contre le Burundi sous Cyilima Rujugira (1675-1708) ; La princesse NYABUGONDO contre I Mubari sous Kigeli Ndabarasa (1708-1741) ; La princesse ROBWA dans la même acte que son frère le roi RUGANZU BWIMBA contre le Gisaka (1312-1345) ; RWAMBALI contre le Ndorwa sous le règne de Nsoro Samukondo (1279-1312) ; SEMUHANGURA contre le Bugesera sous Mibambwe Mutabazi (1741-1746) ; Le prince SEMUCUMISI contre le Gisaka sous le même MIBAMBWE MUTABAZI.

Cette liste qui n'est pas exhaustive montre à quel point le patriotisme jusqu'au sacrifice suprême de sa vie, accepté librement, était une pratique institutionnalisée. Les premiers concernés étaient les premiers personnages du

pays : les rois eux-mêmes (par exemple le tout premier de cette histoire Ruganzu Bwimba). La plupart du temps ce fut des princes de sang comme Gihana frère du monarque régnant Cyirima Rujugira. Voilà une histoire à rappeler dans cette période de crise. Pour nous en sortir, il faudra, sans doute, payer une facture lourde similaire à celle des Batabazi. Le général-Major Fred Gisa RWIGEMA Madame Agathe UWIRINGIYIMANA, Premier Ministre l'ont déjà payée, et bien d'autres.

A. L'ORIGINE DE LA DESINTEGRATION DE LA NATION RWANDAISE

Antoine MUGESERA

0. INTRODUCTION

Le Rwanda n'est pas seulement un Etat, il est aussi une nation multiséculaire. Une nation, cela suppose une communauté d'intérêts, une volonté et une conscience de vouloir vivre ensemble. Depuis des temps immémoriaux, les Rwandais, toutes les ethnies confondues puisqu'on parle d'ethnies avaient réussi à cohabiter sur la terre de leurs ancêtres. Sur la terre de leurs ancêtres. Leur habitat entremêlé constitue une preuve de la coexistence non conflictuelle entre différentes ethnies.

Entre-temps, un génocide a été perpétré au Rwanda par le pouvoir en place contre une partie de la population. Ce pouvoir a entraîné dans son sillage une partie de sa population dans son projet suicidaire. Ainsi les membres de l'ethnie dite tutsi ont failli être complètement exterminés. Cela veut dire que des Rwandais leur reniaient le droit à la vie et à l'existence sur leur terre commune qu'est le Rwanda.

Le génocide est fatalement un « output », un produit de plusieurs facteurs liés. Il est en tout cas le fruit pourri des contradictions de notre société. Un des facteurs à la base de ce génocide est l'idéologies politique éthniste apparue au Rwanda avec les patries politiques, dans les années 1959-1960.

Comment est née cette idéologie ? Dans quel contexte Tel est le processus que se propose de remonter les lignes suivantes. Elles tournerons autour de quatre principaux partis politiques : l'**APROSOMA**, l'**UNAR**, le **RADER**, et le **PARMEHUTU**. Le rappel des programmes politiques de ces partis nous semble nécessaire pour expliquer, ne fusse qu'en partie, la situation tragique que nous venons de vivre. Nous parlerons d'abord du contexte dans lequel ces partis politiques sont nés pour ensuite parler les partis politiques eux-mêmes. Je continuerai d'utiliser le terme « ethnie » même si personne n'y croit plus.

1. DE LA NAISSANCE D'UNE CONTRE-ELITE

Jusqu'à la colonisation, la classe dirigeante au Rwanda n'avait jamais eu en face d'elle une élite lui disputant l'accès au pouvoir. Cette classe avait été seule à régner et à gérer ses contradictions internes parfois meurtrières mais internes tout de même. Le pouvoir colonial créa, par l'Ecole et l'Economie nouvelle, une contre-élite à laquelle elle ne s'identifiait plus et la classe dirigeante qui n'acceptait pas en son sein. Par ce fait, le sommet de la société rwandaise devenait bicéphale. C'était un fait nouveau.

Cette situation, née de la coexistence de deux élites inégalement servies dans les sphères du pouvoir, provoquera des contradictions intenable et finalement impossibles à gérer à long terme. L'enjeu de la lutte sera le maintien au pouvoir de l'ancienne élite et l'accès au pouvoir de la nouvelle. Les deux élites se disputeront, à qui mieux, des appuis et des alliances utiles. La contre-élite, forte de la masse ethnique hutu dont elle se disait originaire, portera la lutte sur le terrain des ethnies. Elle ethnisa les débats et les stratégies. Cette nouvelle approche ethnisante des problèmes constitua un tournant décisif dans l'histoire du Rwanda.

On peut considérer la période antérieure comme une période de dispersion et de l'isolement où chacun des membres de la contre-élite hutu vit pour soi, fait son mieux pour se valoriser aux yeux des autres. Des gens instruits des évolués comme on disait alors, se regroupaient et se valorisaient au sein de différentes associations et à travers des revues et des journaux de cette époque.

Comme associations existantes, on comptait entre autres le Cercle Léon Classe, les Amitiés belgo-rwandaïses (1951), l'Association des Moniteurs du Rwanda (1951), l'Amicale des Anciens du Séminaire (1952), la Légion de Marie (1953) et surtout « **le Mouvement Social muhutu** » (1951). Cette dernière association projetait de « relever la situation sociale, politique, économique et culturelle des Bahutu en les aidant à travailler positivement et collectivement à la promotion intégrale de leur race-classe » (1). Le ton était donné.

II. DE L'ETHNISATION DE LA POLITIQUE

Le processus d'ethnisation des problèmes rwandais fut accéléré par deux faits gros de conséquences : les deux consultations populaires lancées par le pouvoir tutélaire en 1953 et en 1956. Pour la première fois, les résultats de ces élections donnèrent lieu à des commentaires et surtout des interprétations à caractère ethniste. Il s'avéra que plus on remontait dans la hiérarchie du pouvoir, moins les Hutu étaient représentés dans les différents échelons des conseillers du pays. La représentativité des Hutu fut objet de multiples débats dans la presse écrite. La conclusion s'imposa à l'opinion nationale : étant donné que le groupe hutu n'avait pas obtenu le nombre de sièges proportionnellement à son poids démographique, ces consultations s'avéraient non démocratiques. Le hic de l'affaire est paradoxalement ces consultations n'avaient pas pour objet la représentativité ethnique mais l'objectif et le résultat furent détournés dans ce sens. **La majorité démocratique, identifiée et confondue avec la majorité ethnique date de cette**

époque. Cette singulière conception de la démocratie servira de base la politique ethniste qui caractérisera l'avenir du pays. La contre-élite se chargea d'éveiller les Hutu à cette idée : à savoir que la démocratie, interprétée comme majorité ethnique, est seule susceptible de donner le pouvoir aux Hutu.

L'association du Mouvement Social Muhutu propagea cette conception de la démocratie qui n'en était qu'une caricature. L'association du M.S.M créera des cellules à travers tout le pays, formera des militants, organisera des conférences et exposera ses idées dans la presse, principalement dans le **Kinyamateka**, devenu la tribune et le forum de cette nouvelle élite.

III. DE L'IDEOLOGIE A LA VIOLENCE SURNOISE

Dès 1957, s'affrontèrent publiquement deux points de vue opposés : la classe dirigeante prépara, à l'intention de la Mission de visite de l'ONU, un document appelé « **Mise au point** ». Elle y exposa l'injustice dont le Noir était l'objet par rapport au Belge. Elle y produisit toute une série de revendications qui devaient amener le pays à l'autonomie et pourquoi pas l'indépendance. Elle ne parla nulle part du problème hutu-tutsi.

L'élite hutu, par contre contrattaqua et publia le fameux « **Manifeste des Bahutu** » qui dénonçait ouvertement les injustices que subissait la « classe dite hutu ». La manifeste dénonça « le monopole politique, social, économique et culturel dont jouissait une race : « le Mututsi ». La note du manifeste parla du « double colonialisme » qui pesait sur la « race hutu » ! A la place de l'autonomie et de l'indépendance nationale, le manifeste disait textuellement que « les Hutu veulent leur indépendance vis-à-vis du maître tutsi ». C'était une attaque en bonne et due forme. Le problème **hutu-tutsi** venait de naître ; du moins de la contre-élite hutu venait de l'exposer comme tel en face du monde. Il aura des conséquences incalculables.

Du reste, un problème existait mais il était mal posé. **Il n'existait pas en réalité un problème entre ethnies hutu et tutsi mais entre deux élites qui se disputaient le pouvoir.** Une élite était aux postes de commande, une autre était dans l'anti-chambre du pouvoir. Deux groupes, issus certes d'ethnies différentes, étaient candidats au pouvoir post-colonial et se le disputaient en s'opposant par la masse du peuple interposé. Plus grave, le pouvoir colonial en optant de ne collaborer qu'avec la seule classe de la noblesse (imfura) avait effectivement exclus du pouvoir tous les Hutu et tous les petits Tutsi.

Le drame rwandais naîtra d'un double amalgame : d'une part réduire l'ethnie tutsi aux cadres dirigeants de la noblesse qui ne dépassaient pas 10 mille personnes issus de l'Ecole coloniale ; et d'autre part faire croire qu'un membre d'une ethnie qui occupe un poste représenté les intérêts de cette ethnie. Que tous les membres de son ethnie tirent profit de ce poste, rien n'est plus faux évidemment. Sion, dit-on, dans notre langue : « ibikenyeri ntibyatetse impengeri ». Pour dire que « **l'homme exploite son frère de même ethnie** » : 86% de Tutsi croupissaient sous l'oppression féodo-colonial. Leur appartenance à l'ethnie tutsi n' changeait absolument rien.

L'année 1958 sera celle de luttes très serrées : les leaders hutus porteront le débat de ce qu'ils appelaient le problème hutu-tutsi devant le Mwami et le Conseil Supérieur du pays. Ce dernier comme toutes les députations du monde, parla en long et en large et se perdit dans les définitions du « Hutu social », du « Hutu racial » du « Hutu économique », du « hutu généalogique » et du « Hutu moral ». Ce dernier étant le Hutu assimilé au Tutsi. Ce vocabulaire complexe vise la distinction entre le biologique et le social impliqués dans ce qui est appelé aujourd'hui ethnies « hutu-tutsi ».

Enfin le Conseil Supérieur du pays reconnut « le problème d'inégalités dans le partage du pouvoir et non le problème hutu-tutsi. Le roi Rudahigwa renchérit en affirmant que « c'est pour la première fois depuis l'existence du Rwanda que l'on entend parler de ce problème de l'opposition des Bahutu et des Batutsi et, ajouta-t-il, qu'il espère que c'est aussi la dernière fois. Car la division et l'opposition au sein d'un peuple sont tout ce qu'il y a de funeste et d'ennemi du peuple. (2) et pour exorciser ce problème, le même Conseil Supérieur du pays vota « la motion de supprimer toute mention d'ethnie dans toutes les relations et Documents essentiels et de leur substituer la seule mention de la nationalité rwandaise ». L'administration Belge s'opposa à la mise en application de cette motion, comme bien auparavant elle s'était opposée à la suppression « d'ubuhake », L'élite hutu s'y opposa également.

La non reconnaissance du problème hutu-tutsi par le roi et le Conseil Supérieur provoqua « un divorce au sein de l'élite rwandaise. Deux camps se constituèrent et devinrent d'année en année, de plus en plus hostiles l'un à l'autre » (3).

On peut dater à cette époque le début de l'éclatement de l'unité du peuple rwandais. En vain, les tenants du pouvoir continuèrent de multiplier des déclarations apaisantes sur le thème du « peuple uni qui progresse » (imbaga y'inyabutatu ijya imbere). Le roi qui avait senti le danger, dénonça au sein du C.S.P., le soir du 12.06.1958, « les néfastes bruits croissants que propage un groupe restreint de type qui, eux-mêmes, agissent sous l'influence étrangère de quelques Blancs ou Noirs aux idées Communistes et ont l'intention de diviser le pays dont l'union nationale est neuf fois séculaire » (4). Peine perdue, le mal était et la cassure ouverte.

IV. DE LA VIOLENCE OUVERTE

L'année 1959 sera l'année de toutes les violences, verbales d'abord, physique ensuite. L'élite au pouvoir continua de nier le problème. L'élite hutu, quant à elle, se radicalisa et s'acharna à démontrer l'existence de ce problème. Par la suite, les choses vont aller très vite. Les partis politiques voient le jour. La presse s'active, des tracts fusent. Les alliances se positionnent. Chaque camp fourbit ses armes. La lutte ouverte commence.

C'est en ce moment-là que l'évêque du diocèse de Kabgayi, mit de l'huile sur le feu. Il affirma dans une Lettre de carême « que les différences de races ». (5) de la sorte, l'autorité morale la plus élevée de l'hierarchie catholique bénissait la voie de la violence, non pour la lutte de classes mais pour la lutte de races.

Le Gouvernement Belge qui avait régné sur le pays sans prononcer un seule fois le mot « démocratie » et qui, par contre, avait contribué à l'exclusion de l'élite hutu du pouvoir, dénonça par la voix du Ministre des affaires Africaines M.A. de Schryver, « le fait que les familles dominantes au Rwanda continuent à nier les problèmes racial et social et qu'au fond elles ne veulent pas de démocratie. Quant aux leaders hutu, rencherit-il, c'est une transformation miraculeuse qu'ils nous (Belges) demandent d'opérer : **faire la démocratie chez eux, contre les chefs** ». **(6) Une démocratie pour les uns et contre les autres ! L'équipe du Colonel B.E.M. LOGIEST se charger de l'imposer dans ce qu'on a appelé alors « une révolution assistée** ». Le « miracle » consistera à opérer un simulacre de démocratie sur base d'exclusion à caractère ethnique. Une démocratie à base de division du peuple rwandais !

Les luttes politiques seront canalisées, à partir de ce moment, à travers les partis politiques nés en 1959. Ces derniers exprimeront les opinions, les aspirations et les préférences de leurs membres. Leurs idéologies respectives seront exposées dans les différents programmes de ces mêmes partis.

V.LES PROGRAMMES DES PARTIS POLITIQUES

V.I. L'APROSOMA

Le premier parti à voir est l'APROSOMA (Association pour la Promotion Sociale de la Masse). Il est né à Save le 12 Février 1959 pour disparaître complètement en 1963. Son fondateur, M.GITERA HABYARIMANA, était un tribun populiste et virulent. Il savait lancer des diatribes et des injures d'une violence parfois extrême é l'endroit la féodalité, du Karinga et de l'Ubwami. Ses attaques camouflées, étaient en fait dirigées contre le roi. Gitera fut le premier politicien à dire que : « **l'ennemi du Rwanda, c'est le Tutsi** ». Il est aussi le premier à l'avoir appelé « serpent ». Il fut même le premier à avoir invité la jeunesse hutu « à s'armer de houes, pour exterminer le Tutsi » et cela dans un déluge de mots inqualifiables.

Par exemple, suite à un tract attribué à un groupe de Tutsi, selon lequel l'Aprosoma qui combat le Karinga sera vaincu par le pays tripartite, et le félon Gitera qui s'insurge contre la royauté sera garrotté, ce dernier s'adressant aux jeunes gens et jeunes filles du Mouvement hutu, lança le mot d'ordre sanguinaire : « armez-vous dit-il, de vos serpettes et débarrassons notre champ des roseaux qui le détériorent. Au moyen des houes, ajoutait-t-il, il faut les déraciner afin de fertiliser notre champ, la saison des semences est proche. Ne l'oubliez pas : qui tue les rats ne s'apitoie pas sur la femelle qui porte ». (7) Malgré le symbolisme d'habillage, le message était clair : l'extermination des Tutsi. Et pour conclure, Gitera prophétisa. « Ecoutez bien : les Tutsi ont égorgé, ils seront égorgés, et c'est pour bientôt ». Nous sommes encore en septembre 1959, bien avant les troubles de la Toussaint (nov. 1959). Mais le ton est déjà donné et le message clairement défini.

Gitera prenait parfois des positions d'une extrême virulence. Un jour, il organisa à Butare, le 27.09.1959, un meeting-fleuve appelé alors « la fête de la libération des Bahutu » dont l'objectif était l'Union des Hutu pour résister aux

Tutsi ». Il y annonça des principes qui ressemblent étrangement aux fameux **dix commandements des Bahutu de Kangura**. Il invita tout Hutu à ne jamais donner foi à ses conseils, à ne jamais mentir comme le Tutsi, à dénoncer les manigances novices des Tutsi ». Il dénonça toute cohabitation possible entre Hutu et Tutsi. Ce dernier était traité de « plaie phagédénique » (igisebe cy'umufunzo), de « sangsue dans le corps » et de « cancer dans l'estomac ». Face à la dérive de l'APROSOMA, les évêques du Rwanda se sentirent obligés, en date du 11.10.1959, de mettre en garde leur clergé contre le PARTI Social Hutu dont « discours révélait un esprit non chrétien de haine raciste » (8).

Gitera avait en soin de définir le Tutsi, principalement le noble (imfura) comme étant l'ennemi du Rwanda, ennemi des étrangers, spécialement des Européens et enfin ennemi du règne du Christ est des associations comme Aprosoma. Pire que cela, le Tutsi était accusé d'avoir tué le roi Rudahigwa et trahit son père le roi Musinga. En résumé, disait Gitera : le gros serpent et ses petits sont l'âme, l'esprit, le cœur, la pensée, la langage et les agissements de la nature tutsi. (9)

Celui qui a dit, récemment, que « **le Tutsi est mauvais par nature** » (Mgr Phocas NIKWIGIZE), n'a rien inventé ; il a seulement une bonne mémoire : **le Tutsi serait le mal absolu**. Au fil des jours et des mois l'action de Gitera et ses partisans prit l'ampleur, alla en profondeur et devint un réel danger pour la paix intérieure du Rwanda ! Ses réunions politiques se plaisaient à exciter les passions des paysans et à éveiller en eux les sentiments de colère et de haine.

Comparant les tendances du Parmehutu à celles de l'Aprosoma, Filip Reyntjens en conclut que le Parmehutu était deux partis le plus modéré. Et c'est effectivement vrai à l'époque des années 1958-1959 juste avant les émeutes de novembre 1959. Le Parmehutu était encore discret, plus rationnel avec la visée d'une implantation en profondeur. L'Aprosoma était à son apogée et avait réussi à lancer et à populariser une idéologie hutisante dont le Parmehutu récupérera l'essence et le dynamisme qui lui seront utiles pour les temps houleux qui s'annonçaient : **l'idéologie de division, d'exclusion et même d'extermination**. L'idéologie de la haine et de la discorde entre les Rwandais a été vulgarisée par le Parti Social Hutu, alias Aprosoma. Elle sera mise en œuvre par le Parmehutu. Car avec la montée de ce dernier, l'Aprosoma s'effacera progressivement jusqu'à disparaître en 1963. M.Gitera regagnera les rangs du Parmehutu en 1967 pour en devenir député parlementaire en 1969. Il avait sûrement raison de regagner les rangs du Parti fort qui était le mieux outillé pour mettre en œuvre les mécanismes de la haine dont lui-même et ses compagnons avaient semé le grain.

V.2 L'UNAR

Le deuxième parti politique à avoir le jour fut l'union Nationale Rwandaise (Unar). Il fut fondé le 3 septembre 1959. Dès sa naissance, l'Unar nia catégoriquement l'existence du soi-disant problème hutu-tutsi. Le Parti des « Abashyirahamwe d'u Rwanda », se rendant compte du problème des relations entre différents groupes sociaux au Rwanda, se proposait « de lutter énergiquement contre ce qui fait provoquer des chicanes et contre toutes menées dissolvantes et toutes formes de provocation pour la haine raciale »

(10). Il condamnait en conséquence « toute discrimination sociale entre Noirs et Blancs et entre Banyarwanda eux-mêmes » (11).

L'UNAR déclarait que son mouvement nationaliste n'est pas inspiré par la haine mais par la fraternité et la justice. Il se déclarait ennemi du chauvinisme et du clanisme. Il lançait un appel pressant à tous les rwandais de bonne volonté, sans distinction de race, de rang social, de religion, pour qu'ils adhèrent à ce parti.

Dès la publication de son manifeste-programme, le 13 septembre 1959, l'Unar dénonce et condamne le collaborationnisme, l'exploitation de l'homme noir, l'esprit égocentriste et matérialiste des pays colonisateurs, l'orgueil de l'Occidental, le lynchage de nègres d'Amérique, les événements de l'Afrique du Nord, la liquidation des Congolais (Zaïrois) à Léopoldville ; la mouche-tsetse introduite au Bugesera, l'opposition systématique entre Bakasai et Bakongo, entre Baluba et Lulua entre Bahutu et Batutsi. Le but du Parti était essentiellement centré sur ce qui divise le peuple rwandais. Le seul remède qu'il trouvait au mal rwandais était l'union de tous les Banyarwanda en vue de réaliser le vrai progrès du Rwanda dans tous les domaines.

Le manifeste de l'Unar se proposait de « travailler pour le progrès du pays dans un esprit d'union nationale, parce que c'est cette seule union de tous les Banyarwanda qui pourra faire de notre pays une nation libre et prospère ».

Par la suite, le parti Unar connaîtra beaucoup de vicissitudes mais, jamais il ne départira de son objectif : l'unité du peuple rwandais. Il continuera à défendre la thèse selon laquelle « **le problème hutu-tutsi est un problème artificiel, créé par les Européens et les Missions catholiques** ».

Dès sa création, l'Unar était entré en conflit avec l'Administration belge lui prêtait l'intention de vouloir devenir « une parti unique qui mènera tout droit à une dictature de caste ». L'Eglise catholique elle-même, avait dénoncé à son tout « ce Parti qui semblait vouloir monopoliser le patriotisme en sa faveur et de dire que ceux qui ne sont pas avec lui sont contre le pays » (12).

Les évêques lui prêtaient même l'intention malveillante et attiraient l'attention sur le grand danger qu'il y aurait à créer des jeunesses ultra-nationalistes du parti. Ils signalaient enfin que « des influences communisantes et islamisantes poussaient ce parti et assaient de l'utiliser à des fins peu avouables ».

Des le début des événements sanglants de novembre 1959, l'Administration coloniale les mit sur le dos de l'Unar et s'attaqua à son leadership. L'Unar dénoncera à son tout « tous les bruits qui son répandus sur son compte qui ont créance dans les milieux les plus éminents de l'Eglise catholique, de l'Administration belge et du public européen et en Belgique » (12).

L'Unar rétorquait, quant à lui, que les émeutes de 1959 trouvaient leur origine dans la politique coloniale de « **diviser pour régner** » et considérait ces troubles comme **une manœuvre du colonialisme** pour retarder l'indépendance nationale. « L'Unar affirmait qu'il ne s'agissait pas d'un conflit entre les Bahutu et les Batutsi, mais d'un conflit d'opinion idéologique entre les

partisans de la levée de la tutelle belge donc l'indépendance du pays et ceux du maintien de cette tutelle » (14).

L'Unar ne pourra jamais mettre en œuvre son programme politique. Le parti sera de plus en plus isolé d'abord par rapport au Front Commun des autres partis et ensuite par rapport à la nouvelle hutu. Finalement la « Révolution » de 1959-1963 l'écrasera. Mais il faut reconnaître au moins une qualité à ce parti : jamais il n'a prêché l'ethnisme. Quoiqu'il ait soutenu la violence, jamais l'idéologie de la haine et de la division n'a été dans son discours. Avec l'exil d'une partie de son leadership et l'élimination physique d'une autre en 1964, l'Unar disparaît complètement de la scène politique en 1965. Quoique le parti Unar ne se soit jamais présenté comme un parti à base ethnique, le parti vainqueur, le Parmehutu, le traitera dans sa propagande, de parti de Tutsi pour la simple raison que face aux partis des Hutu, il fallait créer de toutes pièces le parti des Tutsi. Il a créé « un ethnisme du dehors pour justifier son propre ethnisme interne ». L'Unar ne l'accepta jamais et ne considéra jamais comme tel. Le parti des « Abashyirahamwe b'u Rwanda » était pour l'unité du peuple rwandais. Il persistera à se présenter comme promoteur de l'union du peuple rwandais tout entier.

V. 3 RADER

Le Parti du Rassemblement Démocratique Rwandais (Rader) a vu le jour le 14 septembre 1959. Il incarnait le mouvement démocratique progressif qui, depuis 1955, s'était manifesté comme « association à caractère privé ». Il groupait une partie de l'aristocratie tutsi, des fonctionnaires ainsi que des Hutu évolués, dont le point commun était leur opposition au roi Rudahigwa et à son entourage. Son fondateur, M. Prosper Bwanakweri était depuis 1951, membre de l'association des « Amitiés belgo-rwandaïses » qui comptait parmi ses membres un certain G.Kayibanda.

Le manifeste-programme du Rader présentait quelques aspects originaux. Il affirmait que l'action du parti devait s'inspirer « des principes de la civilisation chrétienne » et voulait de démarquer, dès le départ, des influences communisantes et islamisantes dont l'Unar était accusé. Le parti Rader reconnaissait formellement l'œuvre civilisatrice accomplie par Belgique et rendait hommage à l'œuvre d'évangélisation et de civilisation réalisée par les Missionnaires. Les leaders du Rader se présentaient comme les hérauts de la catholique.

En collaboration avec le Parmehutu et l'Aprosoma, le Rader protestera auprès du pape contre la campagne diffamatoire ouverte, disait-on, contre Monseigneur PERRAUDIN et tout le clergé missionnaire par le Parti Unar. Il déclarait Mgr Péraudin innocent, « uniquement victime de son sens social ».

Mais le Rader changera d'attitude au cours de sa courte existence. Il cherchera, en premier temps, les amitiés avec l'administration belge, l'Eglise catholique et même avec les parti Parmehutu et Aprosoma. La deuxième phase commence en juin 1960 et se caractérise par le divorce de Rader avec le Parmehutu, l'Eglise et l'Administration de Tutelle. Il rejoindra l'Unar tout en restant opposé au nouveau roi Kigeli V qu'il avait soutenu tout au début, face à ce qu'on appelait alors le « problème hutu-tutsi ». Le parti du Rassemblement

Démocratique Rwandais s'engageait à « résoudre définitivement la querelle entre Hutu et Tutsi dans un climat de concorde nationale. Car il est profondément erroné, disait-il de penser que le bonheur des uns dépend de l'écrasement des autres ».

La position de Rader sera très influée et même complètement renversée par la tournure carrément ethniste des troubles de 1960. Tout au début, le Rader n'avait pas voulu reconnaître à la base de ces troubles une idéologie raciste. Il admettait, cependant, « qu'une foudroyante réplique ses masses hutu avait frappé tous les Tutsi sans distinction. Mais il ajoutait aussitôt que les Hutu ne s'attaquaient qu'aux seuls Tutsi de l'Unar ». La feinte allait jusqu'à faire dire que les Hutu continuent de respecter les Tutsi vivant dans les camps de réfugiés et qui se réclament du Rader peuvent démocratiser le pays. La preuve ? « Les Tutsi vivant dans les camps de réfugiés et qui se réclament du Rader peuvent revenir sur leurs terres. Ils reviennent effectivement. D'ailleurs, sur 44 chefferies, 15 appartiennent encore à des Tutsi progressistes (Raderistes), les autres étant aux mains des Hutu. Donc la révolte des Hutu n'est pas une révolte à caractère raciste » (15), disait le Rader.

Avec les troubles, le Rader rentra dans une zone de turbulence. Il s'attaqua à la fois aux deux adversaires : l'Unar et l'équipe fonctionnaire belges dont le tort était d'être francs-maçons notoires et anti-missionnaires. A l'Unar il endossa la responsabilité des troubles. A cette équipe de fonctionnaires belges qui gouvernait le Rwanda, il lui reprocha de ménager l'Unar qui veut expulser les missionnaires (16).

Face aux troubles, le Rader invita « tous les partis politiques à s'efforcer de mettre fin aux désordres, à la guerre civile et surtout à avoir pitié du menu peuple innocent. Celui-ci est massacré, tantôt pour son étiquette tutsi, tantôt en leu et place des leaders hutu » (17).

En 1960, le Rader connut une crise interne. Le groupe Ndazaro, accuse m. Bwanakweri, président du Rader, « de souhaiter une indépendance presque immédiate pour le Rwanda, exactement comme le proposait le Parti Unar. Il l'accusait aussi de vouloir rédiger des tracts au nom du Rader pour s'attaquer aux positions hutu de l'Aprosoma et du Parmehutu avec qui précisément la Rader à tout avantage à en faire des alliés démocratiques valables ». Bwanakweri sera exclu du parti dont il continuera de se réclamer président.

Après les élections communales de 1960 que le Rader avait complètement perdues, Bwanakweri se retira du Front Commun Parmehutu-Aprosoma-Rader. A son tour, M. Ndazaro finira par dénoncer le parti Parmehutu comme « un parti totalitaire républicain causant le terrorisme et intimidations partout au Rwanda » (18).

Dès ce moment, le Rader rejoint l'Unar et commence à dénoncer ouvertement « la persécution de tout ce qui est tutsi ». Il venait de découvrir, un peu tard, l'essence même de l'idéologie ethniste. Il invitera l'Administration belge « à comprendre que si elle ne veut pas l'élimination complète des Tutsi, il faut faire quelque chose et surtout rechercher les coupables et les punir ». Illusion !

Malgré ce retard à comprendre ce qui était en jeu, les chefs du Rader déclareront qu'on a passé d'un extrême à l'autre et s'attaqueront même à la hiérarchie missionnaire en disant : « les Missions catholiques et l'Administration belge sont partiales et favorables au Parmehutu. Ils stigmatiseront l'attitude partisane de l'Administration belge qui s'est rangée du côté des mouvements politiques inféodés au colonialisme (le Parmehutu et l'Aprosoma) et prend fin et causes pour le Parmehutu sous la dictature duquel vit le pays » (19).

Le Rader finira par soutenir « le principe de régime monarchiste comme élément fondamental de cohésion entre les races et le fondement de l'unité nationale ».

Ironie de l'histoire un certain Théodore Sindikubwabo figurait parmi les membres de ce comité qui dénonçait le Parmehutu comme étant à la fois un « parti racial et raciste ». Le même T. Sindikubwabo sera, 34 ans plus tard, Président du Gouvernement du « Hutu power », exécuter du génocide à base ethnique. Il s'était demandé avec d'autres, bien auparavant, ce qu'allait advenir aux citoyens rwandais aussi longtemps que le Hutu du Parmehutu restera seul maître de la vie et de la mort.

M. Bwanakweri continuera, quant à lui, de dénoncer l'attitude anti-démocratique de l'Administration belge au Rwanda, « la néfaste politique de division et d'extermination d'une race innocente et minoritaire » (21). Enfin le Rader réclamera « la levée immédiate de la Tutelle belge sur le Rwanda, la présence belge étant le principal obstacle à réconciliation nationale et au retour du calme et à la préservation des vies humaines » (22). Le Rader réaffirmera avec force le devoir sacré des Nations Unies de libérer le Rwanda du colonialisme belge, de son cortège de misère, de morts, de haine sociale et de division » (23).

Les leaders du Rader paieront cher ce changement d'attitude envers l'Administration belge. Ils seront du nombre de ceux qui, en 1964, tomberont sous les balles du peleton d'exécution dirigé par un certain officier belge, Pilate. Ainsi disparaissait de la scène politique le Rader qui, d'opportunisme en opportunisme, n'avait jamais réussi à la jouer un rôle vraiment important dans la vie nationale. Il aura eu à la fois le mérite de n'avoir jamais prêché la haine, et la faiblesse indéniable de n'avoir jamais pu l'endiguer. Il en sera lui-même.

1. LE PARMEHUTU

Le Parti Parmehutu fut fondé le 09 octobre 1959 et devint officiellement parti politique le 18 du même mois. Son objectif idéologique fut, dès le départ, explicitement ethnique. Son but : **mettre fin à l'hégémonie sociale, politique et économique des Tutsi.** Le Parti Parmehutu cherchera à mettre fin à ce qu'il appelait le colonialisme tutsi. Dans ses débuts, ce parti admettait le principe de monarchie constitutionnelle. Ce n'est qu'en juin 1960 qu'il **optera pour la forme républicaine** de Gouvernement et ajoutera à son nom officiel le sigle « MDR (Mouvement Démocratique Républicain), convaincu que la libération du groupe bantu hutu, plus de 88% de population, exigeait l'abolition de la monarchie ».

Le Parmehutu s'insurge dès le départ contre le servage des Bahutu qui ressemble à une colonisation de ces derniers par les Batutsi. Il affirme que le véritable indépendance est celle qui sera précédée « par l'abolition de la colonisation du Noir par le Noir ». La colonisation des Blancs sera vite blanchie.

Dès le début, le Parmehutu eut une lecture correcte de la situation politique du moment. Il sut tirer parti de groupes d'Européens, religieux et civils, qui vouaient à l'ethnie tutsi une hostilité viscérale. Plus audacieux que les leaders du Parmehutu, ce groupe préconisait des solutions et totalitaires contre les Tutsi, à tel point que même les plus extrémistes du parti ne les partageaient pas entièrement. Ce groupe d'Européens plus militants que les du Parmehutu, se trouvaient aussi bien en Belgique qu'au Rwanda. C'est lui qui joua le rôle idéologique et raciste décisif en tant que conseillers et supporters des leaders hutu (24).

Dès le 8 mai 1960, le Parmehutu, lance un virulent appel aux anti-colonialistes du monde pour l'aider à lutter contre deux colonialismes : l'un tutsi et l'autre belge. Il dénonce « les coloniaux tutsi, de race éthiopoïde » qui ne représentent à peine que 14% de la population. C'est pourquoi « les populations bantu veulent leur émancipation ». C'est pourquoi aussi un aspect est lancé à tous les « anti-colonialistes du monde, dites aux tutsi qui sont à Dar-es-Salam (politiciens unaristes réfugiés là-bas) qu'ils peuvent ou bien continuer leur chemin pour se réinstaller chez leurs pères en Abyssinie. Ou bien alors, prendre la résolution d'accepter la démocratie, et sous cette condition, revenir modestement au Rwanda. Dites aux seigneurs tutsi que la libération du peuple bantu du Rwanda est bientôt achevée » (25).

Les leaders bantu-hutu du Rwanda exigent de la tutelle « que sont dernier acte de prendre radicalement et rapidement toutes les mesures que nécessite cette décolonisation interne » (26).

La féodalité tutsi du Rwanda est un colonialisme qui se pose dans les mêmes termes et qui exige les mêmes solutions que le colonialisme Européen (27). **Le Rwanda ne sera plus une colonie de Tutsi. Il est le pays des Bahutu, (30) conclut l'appel de Gitarama du 8 mai 1960.**

L'appel fut attendu. Le Gouvernement belge vint au secours des colonisés contre le colonisateur interne. Le colonel Logiest vint comme un anti-colonialiste pour installer l'élite hutu au pouvoir. C'est ainsi que vers la fin de novembre 1959, après la jacquerie, un nombre impressionnant de chefs et de sous-chefs, en majorité tutsi, n'exerçait plus leur fonction, par suite d'arrestation, de fuite, de mutation, de sinistre, de démission ou d'élimination physique.

La victoire des Hutu ne fut possible que « grâce à l'installation des autorités intérimaires, opération que vint compléter en janvier 1960 la dissolution du Conseil Supérieur du pays et sa députation permanente pour les remplacer par un Conseil Spéciale Provisoire. Ces mesures, les premières d'une longue série, entraient parfaitement dans l'option choisie par le col.Logiest (28).

A partir de 1961, la Commission de l'ONU pour le Rwanda-Urundi estima « qu'une dictature raciste d'un parti était en train de s'installer au Rwanda et qu'en une année un régime répressif avait été remplacé par un autre.

Les menaces et brutalités perpétrées par les propagandistes du Parmehutu, qui souvent étaient des bourgmestres ou conseillers communaux, restèrent impunies et furent même couverts par l'Administration. **L'impunité date de cette période.** C'est sans doute ici que la résidence (Administration belge) fit un pas de trop en se transformant en propagandiste du Parmehutu avec pour but évident d'en faire le parti unique. Ce fut pour le Col. Logiest l'aboutissement logique du soutien qu'il accordait depuis longtemps à ce parti, et ce, en vertu de la conviction que dans une révolution il ne peut y avoir qu'un seul parti révolutionnaire. En soutenant la révolution, le Résident Spécial (Logiest) soutenait donc en fait le Parmehutu. En réalité, et plus particulièrement belge avec ceux du Parmehutu considéré comme le seul véritable parti révolutionnaire (29).

L'idéologie du Parmehutu apparaît dans ses cinq Manifestes- Programmes dont le manifeste des Bahutu. Ces manifestes se ressemblent, se répètent. Il y a eu, cependant, une certaine évolution dans le sens de radicalisme ethnique. Par exemple, le manifeste n°1 parle d' « une véritable union de tous les banyarwanda sans qu'aucune race ne domine une autre ». Plus tard, il n'est plus que question de la seule ethnie hutu. Le parti exige même « le port de la **carte d'identité avec mention ethnique**, et de la carte d'écolier portant la mention hutu, tutsi, twa.

Le manifeste du 27 août 1961 affirmait que « le MDR-Parmehutu ne nourrit aucune intention de haine raciste à l'égard des Tutsi. La promotion du groupe hutu, asservi par le régime féodal, n'a aucune relation avec la haine de la race de nos frères Tutsi ». Ici les Tutsi sont appelés « frères ». La même année ils seront traités d' « étrangers » et massacrés sur base de critères ethniques. Le manifeste n.2 réclame le maintien de l'inscription des mentions ethniques sur les fiches des élèves de toutes les écoles ». Fait nouveau, le manifeste n.2 réclame l'Indépendance, au plus tard, au courant du premier semestre de 1962. Il rejoint un des objets de l'Unar !

Le manifeste n3 du 21 juin 1962 se félicite de l'accès du groupe hutu à l'enseignement secondaire et supérieur jusqu'alors monopolisé par la caste tutsi. Il se réjouit aussi de la « déféodalisation, de la décolonisation et de la mise en place des cadres nationaux (hutu) dans la fonction publique ». C'est dans ce même manifeste que « le Parmehutu se dit soucieux d'assurer une égalité de chance, de droit et de devoir à tous les citoyens du Rwanda sans aucune discrimination ». Il ajoute même qu' « aucun rwandais ne peut être traité d'étranger dans aucune région du territoire de la République ». On serait tenté de le croire. Pourtant, quelque mois avant la publication de ce manifeste le premier génocide avait été perpétré à l'égard des Tutsi. **Eternelle contradiction entre l'écrit et la pratique, entre les mots et les choses, entre la réalité et le discours. Le Parmehutu savait manier l'art du mensonge et du double langage quoique les faits le mettaient vite à nu.**

Le manifeste n.3 condamne « les séquelles du régime féodal tels que les tribalismes, les clanismes, les démagogies régionaliste et les manœuvres subversives extérieures au parti. Il omet sciemment de condamner l'ethnisme. Mais le parti vient d'avoir peur. Les déviations ont vu, le jour en son sein. Ses partisans commencent à s'écarter de la ligner du parti.

Ces débuts de contestations internes ainsi que l'obtention de bien des objectifs du parti acculent le Parmehutu à changer d'attitude. Il assouplit son ethnisme et de permet quelques audaces contre le colonialisme. En effet, dans le manifeste n.4 du 7 juin 1969 le Parmehutu se dira « la capitalisme exploiteur et le collectivisme étouffant et dictatorial. Il se déclare pour le socialisme axé sur la primauté des intérêts du peule. Le socialisme du Parmehutu sera publié dans la constitution de 1973 et lui sera fatal. Ses protecteurs occidentaux, capitalistes s'il en est, lâcheront M.Kayibanda pour hisser à sa place leur dauphin, le Général Major Habyarimana qui ramènera le Rwanda dans le giron du capitalisme dominant. Les aberrations de M. Kayibanda donneront l'occasion, encore une fois, de massacrer les Tutsi en 1973. Socialisme ou démocratie à la Parmehutu, c'est pareil au même : l'ethnie tutsi devait toujours être sacrifiée pour renforcer l'unité des Hutu.

Pour terminer il faut dire que **le Parmehutu a toujours prêché l'ethnisme et donc la division du peuple rwandais**. Ce fut son idéologie fondamentale. C'est lui qui a mis au point la culture de l'exclusion d'abord et de l'extermination ensuite. Le génocide de 1994 trouve en lui son fondement idéologique et ses pratiques antérieures.

0. CONCLUSION

Un regard rétrospectif nous a ramenés aux années de la naissance et de l'émergence des premiers partis politiques rwandais. Ils sont apparus quelques mois à peine avant la grande déflagration qu'on a appelée la « Révolution de 59 ». Ils émergé dans un climat socio-politique troublé. A la lutte pour l'indépendance se superposait celle de l'élite et de la contre-élite pour la conquête du pouvoir post-colonial.

Les partis politiques rwandais n'ont pas eu le temps de grandir et de mûrir leurs réflexions politiques. Les événements les ont vite précipités dans un combat à mort. Pour avoir des appuis, certains partis, tels le Parti Social Mutu (Aprosoma) et le Parmehutu n'hésitèrent pas à adopter à la fois comme idéologie de lutte et comme stratégie de combat la mobilisation du groupe ethniste hutu. Ils se présentèrent carrément comme des partis politiques à base ethnique.

Il faut noter que le Rwanda n'était pas, à cette époque, le seul pays africain à avoir des partis politiques à caractère tribal ou ethniste. Souvenez-vous, par exemple de l'Abako et du Balubakat dans l'ex-Congo belge. Il y en avait un peu partout ailleurs. La seule différence est qu'au Rwanda la promotion de l'ethnie hutu a vite signifie l'exclusion voire l'extermination de l'ethnie tutsi.

L'idéologie ethniste et exclusiviste n'est pas l'invention des partis politiques ; ceux-ci en sont plutôt des héritiers. Elle existait bel et bien sous une forme latente rampante tout au long de la période coloniale. Des écrits des

missionnaires et des anthropologues avaient largement fait une lecture raciale et ethniste de la société rwandaise. Le pouvoir colonial avait introduit des critères ethnistes dans les documents officiels et dans l'octroi des avantages politico-administratifs et scolaires. La pratique et la théorie ethniste avaient donc fait leur chemin bien avant l'apparition des partis politiques du Rwanda. La contre-élite hutu n'a fait que les récupérer, les développer pour s'en servir à son tour comme un cheval bataille dans sa conquête du pouvoir. « L'abcès ethnique acquis, avec la plaie coloniale », comme disait Kanyana Mutombo, éclata au grand jour alors la « Révolution de 1959 », conduite par le Parmehutu et ses alliés. Dès lors tout fut vite perverti. **La majorité démocratique fut réduite à la majorité ethnique.** Vite aussi, on globalisa : toute l'ethnie tutsi fut ciblée comme l'ennemi à battre au moindre prétexte. L'on fit croire que le salut du Hutu est en fonction de la mort du Tutsi. Lorsque le Parmehutu eut le pouvoir, il développa ce système de pensée qui fut à la base de l'idéologie dominante. Car, ne dit-on pas, « les idées dominantes sont celles de la classe dominante » ! Cette idéologie peut être nommée le « hutuisme ». Son programme est le « **hutu-power** » (le pouvoir hutu). Son objectif politique est **l'élimination du Tutsi, au besoin, par le génocide.**

En résumé, et pour déterminer la responsabilité des quatre premiers partis politiques de notre pays dans la crise que nous vivons encore aujourd'hui, nous pourrions dire ce qui suit. Seul le parti **Unar** a visé juste : toujours l'unité nationale ; mais il a manqué tragiquement de réalisme : se battre contre trois éléphants à la fois : La Tutelle belge ; l'Eglise missionnaire catholique, la majorité hutu. Peut être qu'il aurait pu sérier et échelonner les difficultés. Le parti **Rader** prouve l'inanité de vouloir s'appuyer à la fois sur le diable et le bon Dieu. Les partis **Aprosoma et Parmehutu** ont eu une lecture correcte de la stratégie à court terme : la victoire leur a été offerte sur un plat. La vision à long terme fut autre chose. C'est la lourde facture que le pays paie aujourd'hui : l'ethnisme. L'éthique, même en politique, n'est pas inutile. A bon entendeur, salut !

Notes bibliographiques

1. MUREGO, Donat
La Révolution Rwandaise, 1959-1962 ; Institut des sciences politiques et sociales, Louvain, 1975, p.719.
2. Le Conseil Supérieur du pays, session du 9 au 12 juin 1958, p.87.
3. NKUNDABAGENZI Fidèle, Rwanda politique : 1958-1960 ; CRISP, Bruxelles, 1961,p.33
5. Idem, p.88
5. Idem, p.54
6. Ibidem.p.867
7. MUREGO, o.p.cit.p.99

8. Ibidem, p.886.
9. Ibidem, p.876
10. NKUNDABAGENZI, op.cit.99
11. Ibidem, p.101
12. Ibidem, p.109
13. Ibidem, p.145
14. Ibidem, p.129
15. Ibidem, p. 294
16. Ibidem, p. 254
17. Ibidem, p. 23
18. Ibidem, p. 269
19. Ibidem, p.328
20. Ibidem, p.304
21. Ibidem, p. 358 et 859
22. Ibidem, p. 348
23. Ibidem, p. 358 et 859
24. MUREGO, op. cit., 952
25. NKUNDABAGENZI, op.cit., p.156.
26. Ibidem, p. 250.
27. REYNTJENS. Filip
Pouvoir et Droit au Rwanda. Tervuren.Belgique.1985, p.279
28. Ibidem, p.299
29. Ibidem, p.300 et 315

QUI LIBERERA LE RWANDA DE L'IDEOLOGIE DIVISIONNISTE?

Tito RUTAREMARA
Bernardin MUZUNGU, o.p.

0. INTRODUCTION

La présente réflexion a un cachet particulier par rapport à l'ensemble des autres contributions de ce numéro. Elle est le résultat d'un montage pour répondre à la question que pose le titre de cet article. M.Tito RUTAREMARA, l'un des fondateurs du FPR-Inkotanyi, a fait enregistrer son récit sur l'histoire et la guerre de libération du Rwanda par son mouvement (1). Il a eu l'extrême amabilité de transmettre la cassette de cet enregistrement au rédacteur en chef de cette revue, Bernardin MUZUNGU, o.P., aux fins d'apporter une contribution à la réalisation de ce numéro. Le texte que l'on va lire sont les réponses de ce récit aux questions que pose le rédacteur et qui se résument en une seule : qui libérera le Rwanda du mal de la division ? Bien sûr, le résultat de ce montage a été lu et approuvé par l'auteur du récit. Cet article possède une articulation facile à suivre : 1/l'historique de ce mouvement de libération, 2/ les objectifs du mouvement, 3/la réalisation de ces objectifs dans le contexte national.

1. L'HISTORIQUE DU F.P.R

Avec ce mouvement, l'histoire de notre pays vient de franchir une étape apparemment définitive. Avec ce mouvement, l'histoire de notre pays vient de franchir une étape apparemment définitive. Avec Ruganzu Ndoli qui a remis le pays debout de ces ruines laissées par son par Ndahiro Cyamatare (1477-1510), le F.P.R vient d'inscrire à son actif la dernière page de notre histoire en mettant fin au génocide et en imposant au pays une orientation politique de l'unité nationale. Mais, qu'est-ce le F.P.R. ?

1.1 La genèse et l'organisation d'un mouvement de libération

Avant de parler directement du F.P.R., sachons que celui-ci a été engendré par le RANU (Rwandese Alliance for National Unity). Cette « Alliance Rwandaise pour l'unité Nationale » est née en 1979, en Uganda et au Kenya. Son objectif majeur était la question des réfugiés rwandais de ces pays et d'ailleurs. Des Congrès ont été réunis à partir de l'année 1981 jusqu'à 1987 pour organiser et structurer le mouvement. A ce premier stade, celui-ci était surtout le fait des intellectuels. Le résultat tangible du Ranu fut la création de la plate-forme politique de moment. La naissance du F.P.R. (Rwandese Patrioc Fronc) fut une évolution normale du Ranu. Il fallait doter ce mouvement des structures et des instruments aptes à poursuivre les étapes de sa croissance. A ce stade, plusieurs facteurs étaient déjà intervenus. Le premier, et sans doute le plus décisif, fut la victoire de la NRA et son chef Yoweri Kaguta MUSEVENI. Comme cette victoire mettait fin aux sévices dont avaient soufferts les réfugiés

rwandais dans ce pays au temps des présidents Amin et Obote, le Ranu eut la paix pour s'organiser discrètement. Cette libération de l'Uganda servit d'exemple pour ce qui pouvait être tenté dans le cas du Rwanda. Et cela d'autant plus que bien des réfugiés rwandais avaient aidé dans la libération de ce pays dont les Généraux Fred Gisa Rwigema et Paul Kagame. Ce sont les éléments rwandais de l'Armée ougandaise qui ont constitué la chiquenaude de la guerre de 1990-1994 au Rwanda.

A partir du Congrès de 1987, tenu à Kampala, le Ranu prit la taille définitive de son organisation. Premier acte, il changea son nom et devint FPR-Inkotanyi. Il se donna une structure plus efficace et plus cohérente. Son comité central comprit un président, un vice-président, un secrétaire général, un secrétaire général adjoint et plusieurs commissaires départementaux.

D'autres décisions d'importance furent prises. En voici quelques unes. Une école clandestine pour la formation politique des cadres du mouvement fut mise sur pieds et, vite, elle devint une pépinière d'agents de mobilisation et la courroie de transmission des directives du mouvement. C'est grâce à cette pépinière que la mobilisation toucha tous les pays et toutes les catégories de réfugiés. Le nerf moteur pour la machine du mouvement (la finance) fut aussi facilité par l'action très efficace de ces cadres.

Une autre décision importante est la mobilisation de deux catégories particulièrement efficaces : la jeunesse et les femmes. Celles-ci sont, par leur capacité émotive, tout indiquées pour convaincre leurs maris et décourager les critiques à base d'égoïsme ou de peur. Les émissaires féminins qui ont visité les réfugiés ont merveilleusement réussi à vaincre toutes les réticences. Que dire alors de la jeunesse ? L'engouement, avec lequel les jeunes ont répondu présent à l'action militaire, prouve la profondeur et la justesse de cette confiance que la direction du mouvement a mise en eux.

Dans une note envoyée à tous les cadres, le secrétaire général du FPR à cette époque Tito-Rutaremya résumait en quelques phrases le catéchisme du militant : 1/ quel est le but de notre lutte ?, 2/quel est notre réel adversaire ?, 3/ quelle est l'identité exacte de celui dont nous allons prendre la défense ? (2). La précision sur ces trois points permettait de ne pas se tromper de vraies cibles. Pour le premier point, le but est la libération de tout le peuple rwandais, toutes ethnies confondues. Au second point, il fallait savoir qu l'adversaire est le colonisateur (ingoma ya mpatsibihugu) ainsi que son complice rwandais (ingoma y'igihugu ya ba gisahiranda). Quant au troisième point, il fallait bien dire que c'est le Tutsi en général et le Hutu qui refuse la division ethniste.

1.2 La phase de la guerre

Il va dire qu'il ne sera pas ici question de récit de guerre. Nous allons résumer à grands traits ce que les événements nous ont appris, dans la mesure où ils traduisent une organisation et des stratégies politico-militaires. Le récit de notre informateur ne fait que nous éviter des erreurs historiques. Les points saillants de cette période d'hostilités sont les suivants :

1.2.1 La guerre fut un pis-aller

Le F.P.R a dû se doter d'une branche armée parce que le régime rwandais ne comprenait pas le langage de la paix. Un mot d'ordre en notre langue disait : « **nibiburira mu mashyi bizabonekera mu mudiho** ». Le symbole de cette phrase est clair : « si la solution à nos problème n'est pas trouvée dans les applaudissements des mains, elle sera trouvée dans la danse ». Tout le monde comprend de quelle danse il s'agit. Hélas, le premier octobre 1990, le Général Major Fred Gisa Rwigema a dû entrer dans la danse à la tête des Inkotanyi. Comme on le sait, la danse n'a pas duré longtemps pour lui. A sa double succession ; sont entrés dans la danse deux officiers. Le premier Alexis Kanyaremwe pour le mouvement et le Général Major Paul Kagame pour les Forces Armées.

Les accords de paix d'Arusha n'ont donné confiance à personne. On les nommait : « des chiffons de papiers » (3). Pendant qu'on parlementait, on annonçait en même temps l' « apocalypse » (4). Celui-ci est arrivé devant les yeux de la communauté internationale, les uns ébahis, les autres clignant de l'œil. La fin des fins, on la connaît. Un Gouvernement d'union nationale est en place à Kigali.

II. le revers de la médaille

A qui a profité cette guerre ? Pas à ceux qui ont perdu plus d'un million des êtres humains qu'ils venaient libérer. Pas à ceux qui sont devenus des Caïen sur la planète. Encore moins aux milliers de nouveau réfugiés. Même pas à ceux qui espéraient l'appui de leur hégémonie dans le statu quo de l'ancien ordre des choses. Fasse le ciel que des centres de nos morts pousse la rose de la résurrection de notre nation définitivement réconciliée avec elle-même.

II. LES OBJECTIFS DU F.P.R

Un aperçu sur l'histoire du mouvement et son action militaire était utile pour concrétiser la suite qu'on va lire. Le point important de cette réflexion est dans l'exposé des objectifs de ce mouvement. Nous en avons déjà dit un mot. Nous voulons mesurer ici la pertinence et la valeur des objectifs qui ont nécessité la guerre et ses suites. Ces objectifs peuvent être ramenés à trois : la solution du problème de réfugiés, la chute d'un régime dictatorial et l'élimination du virus de division. Le récit qui est évoqué dans ces pages est on ne le peut plus explicite.

II.1 Le rapatriement des réfugiés

C'est l'évidente même. Depuis 1959, suite à ce qu'on a appelé la « révolution sociale » (5), des milliers de Rwandais sont partis à l'extérieur du pays. Les Gouvernements rwandais successifs n'ont pas résolu ce problème. Bine plus, le régime de Habyarimana a préféré avancer l'argument de l'exiguïté du territoire national pour leur dénier le droit au rapatriement. Dans les pays de refuge, les réfugiés n'ont pas eu la vie facile, en particulier en Uganda au temps des présidents Amin et Obote. Le Gouvernement rwandais et ses Ambassades n'ont exercé aucune protection en leur faveur. Au contraire, les réfugiés ont été

traités comme des ennemis du Rwanda. Nous avons là la première cause de la guerre.

II.2 Le renversement de la dictature

Le régime du Parti unique -MRND et son chef Habyarimana était devenu, quelques années avant sa chute, le mal numéro un du pays, quelques années avant sa chute, le mal numéro un du pays. Il s'était identifié avec ce que l'on a nommé « **Akazu** » (la petite maison de la famille du chef). Ce n'était même plus toute l'ethnie hutu, dont la majorité numérique pouvait offrir un semblant de démocratie, qui servait de parapluie à la dictature du chef. Le pays était finalement divisé à trois niveaux : Hutu-Tutsi, Nordistes-les autres (=Kiga-Nduga), Nordistes-Shiru. Les Shiru de la région du chef de la préfecture de Gisenyi étaient devenus en pratique les seuls maîtres du pays et avaient fini par considérer le Rwanda comme une propriété familiale. Le nombre impressionnant de Hutus durant le génocide se comprend sous cet éclairage. Depuis l'introduction du multipartisme, arraché à la dictature, le F.P.R n'était plus seul dans l'arène. Des partis de l'opposition l'y avaient rejoint, rendant ainsi possibles les pourparlers de paix d'Arusha. C'est le refus de partager le pouvoir, dernier réflexe de l'« Akazu » qui a fait capoté l'application de ces accords. C'est ce refus qui a la responsabilité première de l'apocalypse annoncée par Bagosora, l'homme fort du clan.

II.3 L'élimination du virus de la division

Le F.P.R n'a jamais cru à la haine entre hutu et Tutsi. Il n'a jamais cru à la guerre civile entre les deux groupes. Il n'a jamais considéré une ethnie comme son adversaire. Ces trois « jamais » sont une trinité dogmatique.

Regardez les effectifs de son mouvement et de son Armée0 S'il croyait à la haine ethnique, il n'aurait pas confié des places si importantes à des Hutu comme la présidence du mouvement et la tête de délégation aux pourparlers de paix d'Arusha et d'ailleurs. Pour ne citer que ces exemples. C'est tout dire. Lorsque les Interahamwe et la Garde Présidentielle tuent, ce n'est pas une guerre civile. C'est un régime qui tue une partie de sa population. C'est cette vérité qu'exprime le vocabulaire officiel de : « **itsemba-bwoko** (génocide de Tutsi) n'**itsembatsemba** (massacre de Hutu de l'opposition) ». Si la haine entre Hutu et Tutsi avait existé, l'histoire nous aurait transmis la mémoire.

Or nulle part ne trouve le moindre indice d'une lutte entre les deux groupes. Le conflit a une date bien précise : la période des revendications des indépendances en Afrique. Pour empêcher cette revendication, le pouvoir colonial a créé le problème ethnique par stratégie politique.

Le calcul fut simple. Le pouvoir indigène était aux mains d'une élite tutsi. Celle-ci était ingrate. Elle avait oublié qu'elle fut une création de la tutelle. On la remplace par une contre-élite hutu qui ne demande pas l'indépendance immédiate. Pour bien faire, on identifie ces deux élites avec leurs ethnies. Comme cela, tous les Tutsi sont mauvais et tous les Hutu sont bons. Ainsi l'élite du Parmehutu reçoit sur un plateau le pouvoir d'une pseudo-indépendance. Le premier Gouvernement du Rwanda sera moitié Ministres belges et moitié parmehutu. L'opération rapide fut rapide et correcte. L'Eglise missionnaire

donne sa bénédiction ; le résident spécial B.E.M. Logiest exécute (6). Le calcul était politiquement avisé si l'on ne regarde pas du côté de l'éthique. **Identifier la majorité ethnique avec la majorité politique, c'est conférer un pouvoir éternel.** Cela aurait dû durer indéfiniment ! Voilà ce qu'a compris le F.R.P. et comprend tout observateur neutre. Au départ, de la haine ethnique, il n'y en a pas. Actuellement, il y en a par ses mécanismes internes et automatique des enjeux politiques. Pour l'avenir, il faut partir de cette vérité historique d'un problème créé de l'extérieur. Un virus contaminé peut être éliminé si le remède et la dose sont correctement appliqués. That is the question, dirait l'Anglais !

III. LES OBJECTIFS DU F.P.R. DANS LE GOUVERNEMENT NATIONAL

A l'heure qu'il est, le F.P.R n'est plus un mouvement de libération au sens strict. Il est déjà patri prenante dans la gestion du pays. Voilà pourquoi nous allons considérer deux aspects dans la poursuite des objectifs du mouvement. Il y a la première catégorie de ces objectifs qui attend seulement un complément. Ceux-ci sont au nombre de trois : le problème des réfugiés, l'éradication de la dictature, l'idéologie divisionniste. La seconde catégorie comprend des problèmes engendrés par le génocide et ses conséquences.

III.1 Achever ce qui est commencé

1/ Le problème des **réfugiés** est déjà à moitié résolu. Le droit au retour dans leur pays est officiellement reconnu. L'ancien prétexte de l'exiguïté du territoire national est déclaré contraire au droit fondamental de la personne humaine. S'il y a un problème sur ce point celui-ci concerne tout le pays et non une partie de la population. Voilà un point gagné.

Il reste le fait qu'un nombre considérable de réfugiés n'ont pas pu trouver les moyens logistiques pour leur retour. Le pays doit leur venir en aide. Il n'est pas normal qu'ils soient abandonnés à leur triste sort. Les nouveaux réfugiés plus nombreux et plus handicapés politiquement exigent plus d'attention et de moyens pour lever les obstacles à leur retour. Pour tous, la réinstallation et l'insertion sociale exigent des grands moyens financiers que le Gouvernement n'a pas. Il faut des efforts d'imagination pour susciter, entre autres, des solidarités endogènes et réciproques et peupler le territoire avec une planification qui regarde bien loin. Enfin, on est plus au point zéro sur ce problème des réfugiés.

2/ Le second objectif était la suppression de la **dictature**. L'homme et le régime qui avaient incarné cette dictature ne sont plus. Seule la démocratie bien comprise et bien adaptée aux particularités du pays peut constituer un rempart infranchissable contre les tendances dictatoriales. Il ne sert de rien de remplacer une dictature par une autre. Tout le pouvoir, en démocratie, doit être partagé et viser le bien commun et non d'un individu ou d'un groupe. Les mécanismes de contrôle sont nécessaires. On vient de loin, il ne s'agit pas d'y retourner. Le génocide n'a été possible que parce qu'un homme ou un groupe a pu entraîner efficacement toute une population contre un autre.

3/ Le troisième objectif est loin d'être atteint, même avec les changements qui sont intervenus grâce à la victoire militaire du F.P.R. La division **éthniste** du peuple reste profonde, et pour cause. Ses auteurs et ses causes sont toujours là ! Les puissances étrangères qui l'ont créée et soutenue, les politiciens rwandais qui l'ont exploitée pour leurs intérêts égoïstes, les mécanismes internes qui l'ont véhiculée, tout cela est plus ou moins en place. Nous pensons que cet objectif de l'unité nationale est l'objectif prioritaire pour l'avenir.

III.2 Le génocide et ses suites

Le Gouvernement actuel de l'union nationale a reçu sur ses épaules un cadeau empoisonné : réconciliation d'un peuple traumatisé par le génocide et son cortège de malheurs. Si le Gouvernement n'arrive pas à relever ce défi, il aura échoué lamentablement. Dans les lignes qui suivent et qui achèvent cette réflexion, nous allons entrevoir des solutions déjà ébauchées dans le programme politique du F.P.R et même dans le texte des Accords de paix d'Arusha.

Avant toutes choses : la justice et encore la justice ; en tout et pour tous. Si cette justice est le coefficient de base de toute l'action gouvernementale, il y a lieu d'espérer un avenir meilleur pour ce pays. Sinon, on risque de retourner en enfer ! Mais que signifie cette justice pour le Rwanda d'aujourd'hui et quels sont les moyens pour la rendre ? La question théorique de justice est facile à résoudre : **justice pour tous et à tous les égards. A quelles conditions ?**

La première condition : éradiquer à jamais l'**impunité**. C'est la justice au sens **judiciaire**. On sait ce que cela veut dire aujourd'hui et qui est rudement compliqué et complexe. C'est déjà beaucoup que la communauté internationale ait reconnu le caractère génocidaire de ce qui s'est passé en 1994 et nommé un Tribunal ad hoc pour connaître les méfaits de cette nature. La question concerne le Rwanda en priorité.

La seconde condition : prévenir le retour des mêmes causes qui produiraient les mêmes effets. L'une de ces causes prévisibles serait des **élections à base ethnique**. Tant que cet ancrage ethniste téléguidé les choix électoraux, il faut trouver un autre moyen de connaître la volonté populaire qui ne soit pas suicidaire pour la nation. Cela s'appelle justice au sens **social**.

Si le gâteau national augmente et est partagé équitablement, on sera moins porté à se traiter de « gloutons » (abasangira ubusa bitana ibisambo) et à se battre pour que chacun ait sa part. Cela se nomme la justice **distributive**. Voilà la troisième condition et non la moindre. En ce domaine économique, l'Uganda de Museveni est encore un modèle pour nous. Bien gérer les finances du pays, décourager les détournements, auto-centrer l'économie, avoir une monnaie solide, diminuent la chicane en la demeure.

Par-dessus tout, la condition sine qua non, un **pouvoir fort**. Ce qui n'est pas nécessairement synonyme de dictature. Nous sortons d'une situation tellement chaotique qu'il n'y a pas moyen de mettre l'ordre dans le pays sans un pouvoir fort : un parlement qui vote des lois justes, un système judiciaire qui corrige les mauvaises habitudes et un Gouvernement à poigne. Il a fallu un Ruganzu Ndoli

avec une main de fer de ses **ibisumizi** pour remettre le Rwanda en selle. La guerre et le génocide nous ont laissés dans une situation similaire qui exige un pouvoir semblable. Les démons de division ne sont pas chassés par de petites cérémonies. Ce pouvoir fort est nécessaire pour que le pays retrouve la confiance en lui-même et le respect des voisins. Lisez l'histoire du Rwanda avant la colonisation. Nous étions un pays respectable. Qu'on nous restitue notre dignité.

Notes bibliographiques

1. RUTAREMARA, Tito

Il est actuellement Député national. Il est auteur d'un « *Récit historique sur le mouvement F.P.R et sa guerre de libération* » encore inédit). C'est de ce récit, avec son autorisation, que sont tirées les réponses aux questions historiques de cet article.

2. Idem

Un questionnaire politique. Depuis le congrès de Nairobi de 1986, destiné à réorganiser le mouvement, un questionnaire a été envoyé à tous les cadres. Notre présent informateur, à l'époque Chairman man du Comité central du mouvement, a rédigé une note dont nous publions la traduction. En Kinyarwanda, elle était libellée en ces termes : « kumenya icyo turwanira ; kumenya uwo turwana, kumenya uwo turwanira.

3. L'Apocalypse

Une parole également célèbre que la précédente. Elle est préférée par le Colonel Theoneste Bagosora à Arusha où il participait aux pourparlers avec le F.P.R. A ce moment-là, l'on a pu penser que c'était du chantage. Hélas, c'était le projet de génocide dont il livrait la première révélation.

3. La « Révolution Sociale » de 1959

C'est de cette façon qu'on a appelé les premiers massacres des Tutsi ; le début du phénomène massif des réfugiés ; l'abolition de la monarchie et l'instauration de la République.

4. LOGIEST.Guy

Mission au Rwanda. Un Blanc dans la bagarre tutsi-hutu. Didier Hatier. Bruxelles.1988. Rien ne peut donner une meilleure information de ce qui s'est passé au Rwanda en 1959 que ce livre. Le colonel Guy Logiest l'auteur principal et décisif de ce changement de cap pour le pays termine son livre en dressant le bilan suivant :

- « Une mention toute spéciale doit être faite de deux hommes... qui ont œuvré pour que finalement la justice triomphe.

- Monseigneur Perraudin, archevêque de Kabgayi, a su imprimer à l'action de l'Eglise catholique une orientation audacieuse pour l'époque, afin de restituer au peuple hutu sa dignité d'enfant de Dieu...

Le vice gouverneur général, puis résident général Jean Paul Harroy... préférait évidemment le dialogue, la conciliation à l'action directe et forcément plus brutale. Le remplacement massif des chefs et sous-chefs tutsi par des Hutu a sans doute heurté ses dispositions naturelles... La perquisition opérée chez le Mwami a blessé son souci du respect des formes et de la bienséance.

- La révolution rwandaise fut la résultante de multiples forces dont la conjonction a fait sauter le carcan de l'esclavage d'un peuple, le peuple hutu » (p.219-221).

LE KINYARWANDA: INSTRUMENT DE L'UNITE NATIONALE

Alexis GAKUBA

0. INTRODUCTION

Le Kinyarwanda, notre langue maternelle, est un instrument important pour notre unité nationale. Il permet à tous les Rwandais d'avoir un moyen de **communication** sans intermédiaire. Il constitue un véhicule privilégié pour notre **culture**. Il sert d'expression pour notre conscience **nationale**. Ces raisons et bien d'autres militent en faveur de la **sauvegarde** de notre langue. Telles sont les idées qui vont être développées dans la présente réflexion.

I. LE MOYEN DE COMMUNICATION SOCIALE

Nous avons une dette lourde à l'égard de nos ancêtres dont nous ne sommes pas toujours conscients. Ils nous ont légué une langue : le Kinyarwanda. Tous nos concitoyens communiquent sans autre intermédiaire. Tel n'est pas le cas pour tous les africains. Si nos informations n'est pas le cas pour tous les Africains. Si nos informations sont justes, les 50 pays de notre continent possèdent 1.500.000 (1). A l'exception du Rwanda et du Burundi, aucun autre n'a une seule langue maternelle. Pour communiquer, les gens du même pays doivent emprunter une langue étrangère. Cet intermédiaire constitue, évidemment, un handicap à la conscience nationale d'unité. Dans le contexte de la colonisation, ce sont les langues européennes qui servent de cet intermédiaire. Celui-ci, au lieu de servir d'unité, très souvent il devient un moyen de séparation des gens du même pays. Il favorise la suppression des langues nationales.

Avec la langue étrangère, c'est aussi la culture et la conscience nationale qui se perdent. Comme on le disait quelqu'un, nous devenons les français d'Afrique, les Anglais d'Afrique, etc. Notre économie, notre commerce, nos médias sont aliénés automatiquement, Ainsi notre continent devient une colonie éternelle ou un territoire occidental outre-mer. Dans les forums internationaux, les « nègres » balbutient les langues des « Oncles, même sur notre continent. Le Kinyarwanda et sa consœur le Kirundi, une même langue parlée environ par 15 d'individus des deux pays et des contrées voisines, représentent un facteur de protection contre l'aliénation culturelle et d'échange interculturel à garder avec fierté.

Un étranger, A. Arnoux, qui avait apprécié cet avantage d'avoir une seule langue véhicule de la culture écrivait en 1947 : « Au Rwanda aucun antagoniste religieux : unité culturelle, unité politique, unité mystique » (2). Il a oublié de dire : unité de langue, ou plus exactement unité grâce à la langue.

Le trilinguisme (=Kinyarwanda, Anglais et Français) que le pays vient d'adopter, représente des inconvénients et des avantages ; faut-il encore en être conscient ! Nous reviendrons sur cet aspect ultérieurement. Disons pour le moment que le grand avantage de ce trilinguisme est la prééminence laissée au Kinyarwanda pour permettre la communication entre francophones et anglophones du pays. La rivalité entre les deux langues ne manquera pas de produire cet effet bénéfique.

Les inconvénients sont plus considérables. Assurément, notre culture va être plus émietlée. Pas seulement la culture, l'économie et même dans une certaine mesure la conscience nationale d'unité. Pour comprendre cette observation, écoutez la radio nationale aujourd'hui.

Le Kinyarwanda que vous allez entendre est celui du Burundi, du Zaïre, de l'Uganda ou encore et pire, le Kinyarwanda français ou anglais. Dans les secteurs d'activité, tout naturellement, les gens se regroupent par affinité linguistique : française, anglaise. Ce parallélisme va se développer spécialement dans l'enseignement ; et nous voilà partis pour la Tour de Babel. Comme si la division dite « ethnique » ne suffisait pas, on ajoute la linguistique. Si du moins le trilinguisme suivait la carte géographique du pays, on aurait la situation comme celle des autres pays africains où les tribus sont regroupés par dialecte, avec une langue étrangère qui devient nationale. Au Rwanda où le regroupement linguistique est impossible, préparons-nous à devenir un pays sans langue, donc aussi sans culture. Est-ce cela qu'on voulu nos décideurs ? « *Ngo uwambaye ikirezi ntamenya ko cyera* » (le porteur au cou d'une parure ne la voit pas). Notre langue était notre bijou ; maintenant nous le jetons aux pourceaux des langues coloniales et, bien sûr, l'enfant avec le berceau, c'est-à-dire la langue avec la culture. Nous serions très heureux si cette réflexion pouvait faire réfléchir.

II. LE VEHICULE DE LA CULTURE NATIONALE

N'allons pas nous perdre dans des définitions théoriques de la culture. Disons pour faire court que celle-ci est constituée par « l'ensemble des réponses aux questions posées par la vie d'un peuple ». Occupons-nous surtout des

problèmes d'ordre culturel liés au contexte rwandais actuel. Avant tout, c'est l'unité des Rwandais qui sous-tend toutes nos préoccupations.

Pour ne pas rester dans le vague en parlant de culture, rappelons sommairement ce qu'elle au sens large et au sens sociologique. Le concile Vatican II nous éclaire de la façon que l'on va apprécier.

II.1 La culture au sens large

« Au sens large, le mot <culture> désigne tout ce par quoi l'homme affine et développe les multiples capacités de son esprit et de son corps ; s'efforce de soumettre l'univers par la connaissance et le travail ; humaniste la vie sociale, aussi bien la vie familiale que l'ensemble de la vie civile, grâce au progrès des mœurs et des institutions ; traduit, communique et conserve enfin dans ses œuvres, au cours des temps, les grandes expériences spirituelles et les aspirations majeurs de l'homme, afin qu'elles servent au progrès d'un grand nombre et même de tout le genre humain » (G.S., n.53, 2).

II. 2 La culture au sens sociologique

« Il en résulte, continue la citation, que la culture humaine comporte nécessaire un aspect historique et social et que le mot <culture> prend souvent un sens sociologique et même ethnologique. En ce sens, on parlera de la pluralité des cultures. Car des styles de vie divers et des échelles de valeurs différentes trouvent leur source dans la façon particulière que l'on a de se servir des choses, de travailler de s'exprimer, de pratiquer sa religion, de se conduire, de légiférer, d'établir des institutions juridiques, d'enrichir les sciences et les arts et de cultiver le beau.

Ainsi, à partir des usages hérités se forme un patrimoine propre à chaque communauté humaine. De même, par là se constitue un milieu déterminé et historique dans lequel tout homme est inséré, quels que soient sa nation ou son siècle, et d'où il tire les valeurs qui lui permettront de promouvoir la civilisation » (ibid., n.5, 3).

Ces citations sont fort éclairantes pour notre situation culturelle du Rwanda d'aujourd'hui. Mettons en exergue notamment les éléments d'ordre éthique : « pratiquer sa religion, se conduire, légiférer, établir des institutions juridiques ».

II. 3 Le trésor littéraire traditionnel

Notre littérature orale est la meilleure preuve de l'importance de notre langue par rapculture de l'unité. A.Kagame, A.Bigirumwami, entre autres, sont les grands témoins de cette richesse de notre littérature. Le premier est témoin surtout de la littérature poétique et historique. Le second dans le domaine moral et religieux. Leurs nombreux ouvrages. Voici les principaux qui intéressent notre réflexion.

II.3.1 La littérature historique et poétique

Dans son livre : Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda (3), A.Kagame nous présente cette littérature. Fort heureusement, il nous signale que cette littérature comprend deux catégories : **les traditions purement orales et les traditions vitales**. De quoi s'agit-il ?

« Les premiers, nous dit l'auteur, sont constituées par les <Récits> = Ibitekerezo et par les <Informations> obtenues par voie d'enquête ». Caractérisant les deux catégories pour ce qui est de la fiabilité de leur témoignage, deux précisions sont données. Les traditions purement orales sont sujettes aux modifications ; tandis que les traditions vitales (Ibitekerezo), au contraire, sont fixes. C'est qu'elles sont liées à l'existence de la nation ; celle-ci s'y accroche pour sa survie. Cette dernière catégorie de récits comprend, écrit notre auteur :

- 1/ Ubwiru = Le code-cérémonial ésotérique de la dynastie
- 2/ Ubucura-bwenge = Le poème généalogique de la dynastie
- 3/ Ibisigo = Les poèmes dynastiques
- 4/ Ibitekerezo by'abami = L'histoire des lois
- 5/ Ibitekerezo by'imiryango = L'histoire des familles.

II.3.2 La littérature sapientielle

Cette catégorie littéraire comprend deux grands domaines assez proches : l'éthique et le religieux. Des collections et des études, nombreuses d'ailleurs, ont été effectuées (4) dans ce domaine. Si A. Bigirumwami est digne de mention il est loin d'être seul ni celui qui a fait œuvre proprement scientifique à ce sujet. Il représente, toutefois, l'autorité incontestable au double titre : religieux et traditionnel, en tant qu'évêque et descendant de la dynastie du Gisaka. L'un de ses livres « Imigani miremire » a été traduit en Français et scientifiquement commenté dans l'ouvrage en deux volumes intitulé : « imigani tima-ngiro y'u Rwanda » (Les contes moraux du Rwanda), par B. MUZUNGU, o.p. (5).

Un cadre plus vaste serait nécessaire pour faire valoir la vérité selon laquelle la langue est le meilleur véhicule de notre culture et, partant, de toute notre tradition et notre oralité, notre littérature existe depuis qu'existe notre pays en tant que nation et entité politique. Les tous premiers récits datent du temps de Gihanga Ngomijana (109).

III. EXPRESSION DE LA CONSCIENCE NATIONALE

L'Etat rwandais est une réalité historique et juridique depuis Gihanga. C'est depuis cette date que la conscience d'unité et d'identité est inculquée à tous ses habitants. Cette identité comprend le territoire aux frontières dont la mobilité n'a été bloquée que par la colonisation. Elle comprend évidemment la population qui, après le génocide, voisine le chiffre de 6.000.000. Les liens historiques tissés entre ses habitants en font des membres d'une communauté partageant le même destin.

Cette identité et unité se traduisent par les institutions sociales : une langue commune (le Kinyarwanda), un même chef (le roi ou président), une même loi

(la constitution et ses applications organiques), une même religion (la croyance au créateur Imana-Rurema), une même échelle de valeurs morales.

La remise en question de cette conscience nationale d'unité est à la fois récente et d'origine étrangère. Celle-ci se nomme le **divisionnisme** qui a désintégré la nation.

Que cette perte de conscience de l'unité soit d'origine étrangère, c'est-à-dire colonial, ne le nie que celui qui a des raisons pour préférer cette myopie historique de mauvaise. Personne ne peut produire le moindre témoignage de lutte tribale comme telle. De mémoire d'hommes, la lutte entre Hutu et Tutsi, puisque c'est cela qu'il s'agit, n'a jamais existé. Une guerre civile, de caractère ethnique, est totalement absente de notre authentique histoire.

IV.1 SAUVEGARDER NOTRE LANGUE MATERNELLE

IV.1 Le génie de la langue

Le danger est devenu réel. Le pays est actuellement habité par une diaspora. On parle, avec une certaine pertinence, des zaïrois, Burundais, Ugandais et enfin des Rwandais (=ceux qui n'ont jamais quitté le pays), etc. Sans oublier d mentionner ceux qui sont plus anglophones ou francophones que rwandophones. Parfois même avec un grain de fierté et d'être aliéné à ce point ! Le Kinyarwanda tend à devenir un amalgame de dialectes.

IV. 2 Les règles d'évolution

Il est évident que le Kinyarwanda doit évoluer pour exprimer les nouvelles réalités. Toutes les langues doivent évoluer mais selon des règles bien connues grâce à la simple observation. On peut proposer trois stratégies pour trouver des solutions à ce problème.

Le premier serait d'instituer une académie qui occuperait du devenir de notre langue. Une telle institution a existé ; il reste à la confirmer et fortifier. La seconde serait de marquer nettement la prééminence du Kinyarwanda sur les deux langues d'origine étrangère et cela par une certaine législation pour ne pas l'exposer au simple jeu de concurrence avec les deux autres plus puissantes. Le troisième enfin serait que des règles élémentaires d'évolution de langues protégées interviennent sans trop tarder. De celles-ci, même sans être spécialiste, on peut indiquer les suivantes :

1/ **L'emprunt** = Prendre des termes d'une langue étrangère et les soumettre aux règles de la grammaire du Kinyarwanda. Par exemple, les faire entrer dans notre système de <langue à classes>. Ainsi, pour désigner ; <l'Etat > on a appliqué cette règle en parlant « de <Leta> ou <ishapule> pour < le chapelet>.

2/ **le néologisme** = Modifier la sémantique d'un ancien mot pour lui faire exprimer les réalités nouvelles. Par exemple : <kaminuza> = <université> ; <intiti> (mémorialistes de la tradition) = < savants>.

3/ **L'invention** = Créer un terme, une expression, facile à comprendre. Exemple : <ipikipiki> = <une moto > ; <inama rukokoma> = <conférence nationale>.

4. **Les mots composés** = Ce procédé se comprend et est d'application fréquente. Par exemple : <abatega-rugori> = <femmes> ; <impamyebumenyi> = <diplôme>.

Voilà une suggestion de ce qui pourrait être tenté pour sauver notre langue du naufrage de la corruption ou de la Tour de Babel. Faute de cette effort, on risque de continuer : des mélanges de plusieurs langues, des mots et phrases incompréhensibles, etc. Et tout doucement, ons poètes et nos sages deviendront muets.

0. Conclusion

Cette réflexion complète les précédentes. Ruganzu qui a remis debout le Rwanda, les partis politiques qui ont déconstruit notre pays, l'ont réalisé par l'usage de l'arme redoutable qu'est notre langue, le Kinyarwanda : sa poésie, ses récits, ses contes et proverbes, ses chansons, etc. Depuis que cette langue est utilisée dans la presse orale et écrite, au niveau nationale et internationale, son impact sur les masses populaires est évidente. Faut-il citer le journal *Kangura* ou la radio RTRM (rutwitsi ou rukaraba-nkaba) Dans un autre sens, qu'est ce qu'on reproche aux religions ? Non pas de n'avoir pas utilisé les fusils pour lutter contre les forces du mal. Mais de n'avoir pas prononcé une parole de paix et de concorde nationale dans une langue et un langage compréhensible et mobilisateur.

Notes bibliographiques

1. KARANI. J.B.

La promotion du Kinyarwanda, une affaire d'intellectuel, in Education et culture. N°9 Janvier-mars 1981.

2. ARNOUX.A.

Les Pères Blancs aux sources du Nil, Namur, 1947.

3. KAGAME.A.

Un abrégé de l'Ethno-histoire du Rwanda, Butare, 1972.

4. *Des collections de contes et de proverbes sont nombreuses et d'une richesse inappréciable.*

5. MUZUNGU. B.

Les contes moraux du Rwanda, Butare, 2 Vol., 1987.1989.

CONCLUSION GENERALE

Nous voici au terme de cette longue réflexion. Cinq articles ont été nécessaires pour en venir à bout. Récapitulons les trois premiers qui rappellent

les trois « moments critiques » de l'histoire de notre pays, le Rwanda. Mettons ce rappel dans le contexte d'aujourd'hui pour tirer des leçons qui peuvent nous aider à aller dans le futur avec plus d'expérience. Un homme averti en vaut deux.

Trois moments critiques, disons-nous : l'**occupation** du Rwanda à la mort de Ndahiro Cyamatare, pendant onze ans. Le pays n'a jamais eu une pareille humiliation. Il a fallu Ruganzu Ndoli pour relever ce défi. La **cassure** de l'unité du peuple en trois morceaux d' « ethnies » par l'idéologie incarnée dans le parti Parmehutu et achevée par ses avatars. L'espoir de **réparation** du tissu social nous est offert dans l'actuel Gouvernement d'union nationale, grâce à la geste martiale du F.P.R.-Inkotanyi. Noter et reconnaître ces trois moments n'est pas de la politique partisane : c'est de l'histoire.

Un espoir n'est pas encore une réalité. Voilà pourquoi, les artisans de notre unité nationale ont encore du long chemin à faire. Le génocide n'a profité à personne. Fasse le ciel qu'il soit la grande dissuasion. Il a montré que l'exclusion est non seulement immorale mais qu'elle est également impossible. Partager le bien commun qu'est notre territoire nationale et notre destin humain n'est pas une gratuité. C'est un devoir sacré imposé par Imana notre créateur et providence. Les chrétiens et tous les hommes et femmes de bonne volonté sont spécialement interpellés par la situation présente.

Nous ne saurions terminer cette conclusion sans dire notre gratitude aux responsables actuels de la chose publique. La tâche est immense. Les moyens sont pauvres. La détermination et le courage pour maintenir ce cap vers l'unité nationale sont le gage de la confiance du peuple rwandais.